

**Visite du
Premier ministre
Brian Mulroney
en France, au Saint-Siège
et en Italie**

du 18 au 23 novembre 1990

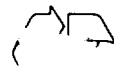


LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20076746 8

Think Recycling:



165.

43 258-140

DOCS

CA1 EA 90V32 EXF

Visit to France, the Holy See and
Italy by Prime Minister Brian

Mulroney : November 18-23, 1990. -

43258178



60984 81800

**Visite du
Premier ministre
Brian Mulroney
en France, au Saint-Siège
et en Italie**

du 18 au 23 novembre 1990

43-250-100



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Table des matières

Le Premier ministre Brian Mulroney	1
Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark	2
Visite en France	
Le Premier ministre Michel Rocard	5
Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères Roland Dumas	6
Les relations bilatérales entre le Canada et la France	7
Les relations économiques et commerciales entre le Canada et la France	8
La situation économique de la France	10
La politique intérieure de la France	11
La politique étrangère de la France	12
Fiche documentaire sur la France	13
Visite au Saint-Siège	
Le pape Jean-Paul II	17
Le secrétaire d'État, le cardinal Agostino Casaroli	18
Les relations bilatérales entre le Canada et le Saint-Siège	19
Vue d'ensemble et principales fonctions du Saint-Siège	20
Fiche documentaire sur le Saint-Siège	22
Visite en Italie	
Le Président Francesco Cossiga	25
Le Premier ministre Giulio Andreotti	26
Le ministre des Affaires étrangères Gianni de Michelis	27
Les relations bilatérales entre le Canada et l'Italie	29
Les relations commerciales et les investissements entre le Canada et l'Italie	30
La situation politique en Italie	31
La situation économique de l'Italie	32
La politique étrangère de l'Italie	33
Fiche documentaire sur l'Italie	34
Les relations politiques entre le Canada et la Communauté européenne	35
Fiche documentaire sur la Communauté européenne	36

Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.



Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Ben, Mark et Nicolas.

Le secrétaire d'État
aux Affaires extérieures
Joe Clark

M. Joe Clark est né à High River (Alberta) le 5 juin 1939. Il détient un baccalauréat en histoire et une maîtrise en sciences politiques de l'Université de l'Alberta ainsi qu'un doctorat honorifique en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick.

M. Clark, qui a été journaliste et conseiller politique avant de se lancer en politique, a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1972 et y a été réélu à chacune des élections subséquentes, dont celle de 1988.

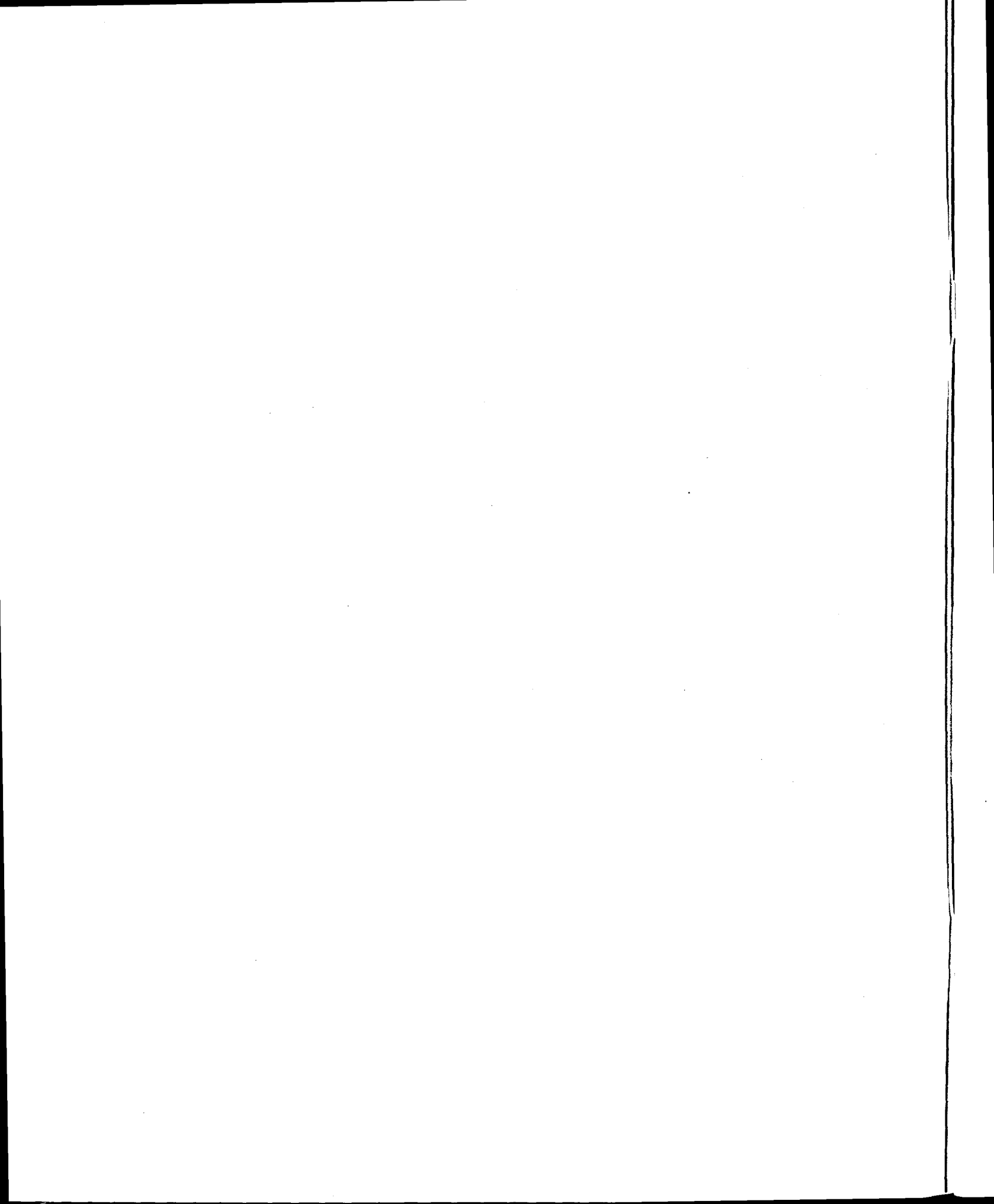
M. Clark est devenu chef du Parti progressiste-conservateur le 22 février 1976 et a mené son parti à la victoire aux élections du 22 mai 1979; il a été assermenté comme Premier ministre le 4 juin suivant. Son gouvernement a été défait aux élections du 18 février 1980.

Depuis sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984, M. Clark s'est consacré à redonner au Canada son rôle traditionnel dans un internationalisme constructif et conséquent.

Il est président du Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense et vice-président du Sous-comité du commerce du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification.



Visite en France



Le Premier ministre Michel Rocard

M. Michel Rocard est né à Paris, le 23 août 1930. Il a fait des études en administration et en sciences économiques à l'École nationale d'administration (ENA) où il a obtenu son diplôme en 1958.

En 1949, M. Rocard a adhéré à la Fédération nationale des étudiants socialistes dont il sera le Secrétaire général de 1953 à 1955.

En 1958, il a contribué à la fondation du Parti socialiste autonome (PSA), devenu en avril 1960, le Parti socialiste unifié (PSU). Il a été élu Secrétaire national du PSU en juin 1967.

En mai 1969, M. Rocard a été candidat du PSU à l'élection présidentielle et a recueilli plus de 800 000 voix. En 1974, il s'est joint au Parti socialiste dont il deviendra, un an plus tard, membre du secrétariat national, chargé du secteur public.

En mai 1981, M. Rocard est entré au gouvernement en qualité de ministre d'État, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire. Il a été nommé ministre de l'Agriculture le 22 mars 1983. Il a démissionné du gouvernement le 3 avril 1985.

En 1988, il a participé activement à la campagne présidentielle de M. Mitterrand. Le 10 mai 1988, le Président de la République l'a nommé Premier ministre.

Le Premier ministre Rocard est marié et père de quatre enfants.



Le ministre d'État,
ministre des Affaires étrangères
Roland Dumas

M. Roland Dumas est né à Limoges le 23 août 1922. Il est licencié en droit, diplômé d'études supérieures en droit, et diplômé de l'École libre des Sciences politiques et de la London School of Economics.

M. Dumas a participé activement à la Résistance. Après la Seconde Guerre mondiale, il a mené une carrière de journaliste et d'avocat. Homme de centre-gauche, il s'est inscrit dans les années 1950 à l'UDSR (Union démocratique et sociale de la Résistance), parti de M. François Mitterrand, dont il a été élu député en 1956.

Élu député de la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste) en 1967, M. Dumas est devenu vice-président de l'Assemblée nationale en 1968.

Il a été ministre des Affaires européennes de décembre 1983 à décembre 1984, ministre des Relations extérieures de décembre 1984 à mars 1986, président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale en 1986-1987, et il est ministre d'État, ministre des Affaires étrangères depuis le 12 mai 1988.

M. Dumas a écrit *J'ai vu vivre la Chine*, *Les Avocats*, *Le droit de l'information et de la presse*, et *Plaidoyer pour Robert Gilbert Lecomte*.

M. Dumas est marié et père de trois enfants.



Les relations bilatérales entre le Canada et la France

Les relations bilatérales du Canada avec la France dans la dernière décennie ont été fructueuses. La relation triangulaire exceptionnelle qu'ont établie entre eux les gouvernements de la France, du Canada et du Québec a resserré les liens entre les deux pays, et produit plusieurs initiatives politiques, économiques, sociales et culturelles.

Cette relation privilégiée a permis à la France d'accueillir le premier Sommet de la Francophonie à Paris en février 1986 et au Canada d'être l'hôte du deuxième Sommet, conjointement avec le Québec, en septembre 1987. De plus, à partir de 1986, les relations franco-canadiennes ont été alimentées par une série de visites de nos chefs d'État et de gouvernement respectifs. Il est à noter également que les premiers ministres du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ont effectué en 1989 des visites officielles en France, confirmant l'intérêt grandissant de la France pour l'ensemble des régions du Canada.

La France et le Canada collaborent étroitement au sein d'institutions internationales telles que l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Groupe des Sept (G-7) et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), et dans le cadre de conférences internationales comme celle d'Ottawa sur les « Cielles ouverts » en février 1990.

Le problème de la pêche et des frontières maritimes a fait l'objet en 1989 d'un accord qui constituait un tribunal d'arbitrage chargé de délimiter des zones maritimes et de rédiger une entente intérimaire sur la pêche. Le tribunal devrait rendre sa décision vers la fin de 1991.

La coopération culturelle se manifeste surtout par des initiatives gouvernementales, comme l'accord culturel de 1965 et de nombreux programmes d'échanges, de même que par le dynamisme des créateurs dont les oeuvres sont diffusées dans les deux pays.

Le Centre culturel canadien à Paris est le cadre d'une activité extrêmement variée et il sert de tremplin aux artistes canadiens voulant se produire en France soit dans les galeries, les musées ou sur la scène. Le Centre de documentation complète la mission de rayonnement du Centre culturel.

De plus, treize centres d'études canadiennes, à Paris et en province, contribuent de diverses façons – colloques, missions de professeurs, échanges d'étudiants, stages professionnels – à multiplier les échanges sur des sujets d'intérêt commun dans tous les champs du savoir.

Enfin, la France et le Canada travaillent en étroite collaboration dans le domaine audiovisuel, grâce à leurs accords de coproductions et à leur participation commune à TV-5; il y a eu plus de 300 millions \$ d'investissements en coproductions depuis 1986.

La France a souligné l'importance qu'elle accorde à ce dossier en facilitant l'accès des oeuvres canadiennes au marché français et européen.

Les relations économiques et commerciales entre le Canada et la France

Au cours des dernières années, les relations entre le Canada et la France ont connu une profonde réorientation. Désormais, les relations économiques et commerciales occupent une place prépondérante. La France est maintenant notre sixième partenaire commercial (importations et exportations) et la croissance prévue pour 1991 pourrait l'amener au cinquième rang. De plus, la France est devenue récemment le quatrième investisseur étranger au Canada, après les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon.

Exportations canadiennes vers la France

Nos exportations ont augmenté de 7 p. 100 en 1989 et ont atteint 1,3 milliard \$. Les principaux produits exportés étaient des matières premières (minéraux, uranium, bois, pâte à papier) et du poisson (frais ou congelé). L'exportation de produits manufacturés a connu un excellent taux de croissance et on s'attend à ce que les moteurs et les pièces d'avions soient bientôt les principales exportations du Canada. D'ailleurs, les contrats importants comme ceux de Canadair (livraison de pièces pour l'Airbus), Pratt et Whitney (moteurs d'avions) et Bombardier (wagons-trains pour le tunnel sous la Manche) assureront une forte croissance pendant une bonne partie des années 1990.

Importations canadiennes de la France

Les importations canadiennes ont totalisé 2 milliards \$ en 1989, ce qui constituait une forte diminution par rapport à l'année précédente (2,9 milliards \$). Cette baisse est due à l'arrêt des livraisons d'avions Airbus qui totalisaient environ 1 milliard \$ l'année précédente. Air Canada et Canadien International ont placé d'importantes commandes pour d'autres appareils et les livraisons s'échelonnent sur plusieurs années. On prévoit donc une augmentation marquée de ces importations.

Les autres principaux produits importés de France sont les vins et boissons, les livres et imprimés, la machinerie électrique, les moteurs et pièces d'automobiles, les vêtements, les textiles, et le matériel de précision.

Investissements français au Canada

Les investissements français au Canada ont connu une augmentation remarquable depuis 1983 alors que leur valeur approximative de 1,3 milliard \$ plaçait la France au sixième rang des investisseurs. Aujourd'hui, la France est devenue la quatrième source d'investissements étrangers au Canada avec une valeur estimée à 4 milliards \$.

Plus de 300 sociétés françaises sont établies au Canada. Durant la dernière année, les investissements les plus importants ont été l'achat de Connaught par Mérieux (950 millions \$), l'achat de la Federal Pioneer par le Groupe Schneider (300 millions \$), la participation d'achat du Groupe Victoire dans la filiale d'assurance La Laurentienne (125 millions \$), ainsi qu'une participation de l'Entreprise minière et chimique (EMC) dans un projet de développement d'une mine de potasse au Manitoba (coûts de développement estimés à 700 millions \$).

Récemment, la société Boeing annonçait qu'elle négociait avec Aérospatiale (via le consortium ATR) la vente de De Havilland, le fabricant du Dash-8.

Investissements canadiens en France

Les investissements canadiens en France ont connu récemment un taux de croissance accéléré. En 1988, les Canadiens ont investi l'équivalent de 3 milliards FF, ce qui représente 7 p. 100 des investissements étrangers en France.

Bombardier a annoncé l'achat de ANF Industrie, le second constructeur de matériel ferroviaire français, alors que Northern Telecom achève la construction d'une usine de production à Verdun et d'un centre de recherche à Paris. Environ cent sociétés françaises sont contrôlées par des capitaux canadiens et le Canada est le treizième investisseur étranger en France.

Tourisme

Environ 260 000 touristes français ont visité le Canada en 1989, une augmentation remarquable par rapport à 1985 alors que ce chiffre n'était que de 115 000. On estime que les dépenses des touristes l'an dernier se sont chiffrées à 140 millions \$. Environ 450 000 Canadiens sont allés en France en 1989.

La situation économique de la France

Dans un contexte de ralentissement de l'activité mondiale, la croissance française, tout en se modérant, demeure ferme. L'Institut national de la statistique et des études économiques de France (INSEE) prévoit pour 1990 une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3,2 p. 100 (après 3,7 p. 100 en 1989). Avec une augmentation de 6 p. 100 prévue pour 1990, l'investissement productif reste la composante la plus dynamique.

La croissance continue de créer des emplois mais à un rythme plus lent (l'INSEE prévoit 240 000 nouveaux emplois en 1990 après 280 000 en 1989). Ces emplois fraîchement créés sont souvent remplis par de nouveaux venus sur le marché du travail, ce qui explique en partie la persistance d'un taux de chômage élevé de 9,3 p. 100. La mise à jour des statistiques devrait indiquer à la fin de l'année un taux de chômage voisin des 8,7 p. 100.

L'inflation demeure modérée et elle devrait se maintenir autour de son rythme actuel de 3 p. 100 au cours des prochains mois. Les prix, déjà plus bas en France que chez ses partenaires commerciaux, pourraient descendre progressivement au niveau de ceux de l'Allemagne.

La balance commerciale française, malgré de fortes fluctuations mensuelles, demeure satisfaisante et l'on prévoit que le déficit descendra cette année à 40 milliards FF.

La politique intérieure de la France

Après avoir partagé le pouvoir pendant deux ans avec un gouvernement de centre-droite, le socialiste François Mitterrand fut réélu en 1988. Son premier geste fut de nommer M. Michel Rocard Premier ministre et de dissoudre l'Assemblée nationale. Le Parti socialiste remporta les élections législatives qui suivirent, mais n'obtint pas la majorité absolue.

Confirmé dans ses fonctions de Premier ministre en juin 1988, M. Rocard adopta une politique de rigueur économique accompagnée de réformes sociales en vue de préparer le pays au processus d'intégration européenne prévu dans l'« Acte unique » qui entrera en vigueur le 31 décembre 1992.

Aucune élection importante n'étant prévue d'ici les élections législatives de 1993, le gouvernement jouit d'une période de stabilité raffermissée par l'excellent climat économique qui a engendré depuis quelques années une croissance soutenue et une inflation réduite.

La politique étrangère de la France

La France a à coeur le processus d'intégration européenne et le renforcement de la Communauté européenne (CE) et elle essaie de développer, de concert avec ses partenaires de la CE, des positions communes sur de nombreuses questions. La France a joué un rôle important dans l'adoption de l'« Acte unique » qui constituera, à partir du 31 décembre 1992, un grand pas vers la création d'un marché commun sans barrières.

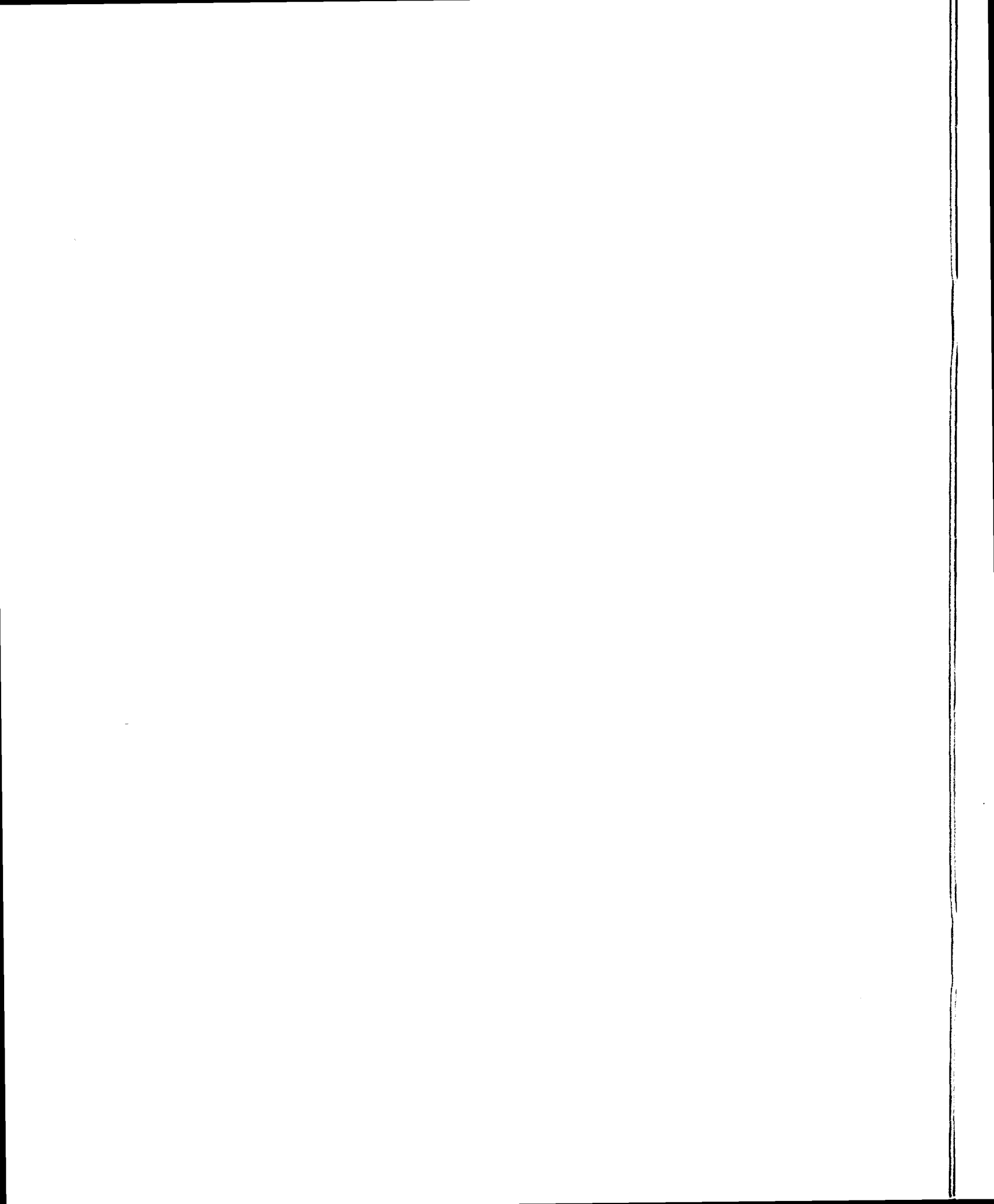
La France, qui est l'une des quatre puissances ayant occupé l'Allemagne à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a appuyé le processus d'unification allemande. Elle s'est également efforcée de maintenir un dialogue étroit avec les pays d'Europe de l'Est et a joué un rôle de premier plan dans la création de la Banque européenne de reconstruction et de développement dont un proche conseiller du Président Mitterrand, M. Jacques Attali, vient d'être élu président. La France est active au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et Paris accueillera du 19 au 21 novembre 1990 le Sommet de la CSCE.

La France partage l'engagement du Canada à promouvoir la francophonie à l'échelle mondiale. Cet objectif commun a rapproché les deux pays. Paris en 1986 et Québec en 1987 ont été le siège des deux premiers Sommets de la Francophonie. Le Président Mitterrand et le Premier ministre Mulroney ont participé ensemble au troisième Sommet qui s'est tenu à Dakar en 1989. Ces Sommets ont permis de constater que nos deux pays ont, à bien des égards, un point de vue semblable au sujet du dialogue Nord-Sud ou de la dette des pays les plus pauvres.

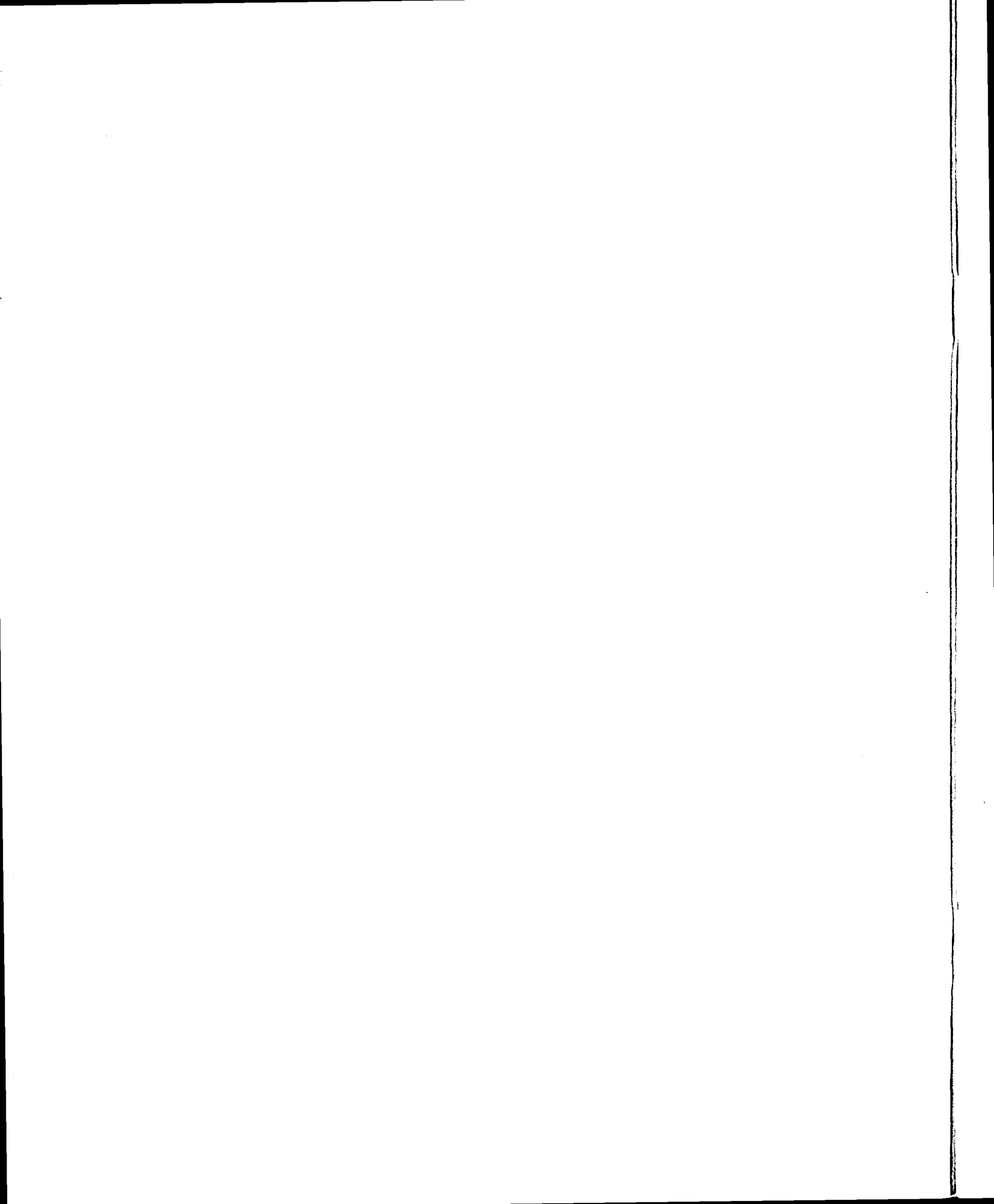
La France s'est faite l'un des promoteurs les plus dynamiques du dialogue Nord-Sud. A plusieurs reprises, le gouvernement a souligné que l'accroissement de l'aide aux pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est n'entraînerait pas une diminution des crédits et des efforts envers les pays en voie de développement.

Fiche documentaire sur la France

Capitale :	Paris
Superficie :	549 000 km ²
Population :	56 millions
Langue :	Français
Type de gouvernement :	République, régime présidentiel, démocratie parlementaire
Chef de l'État :	Le Président François Mitterrand
Chef du gouvernement :	Le Premier ministre Michel Rocard
Ministre d'État, ministre des Affaires étrangères :	M. Roland Dumas
Ministre d'État, ministre de l'Économie, des finances et du budget :	M. Pierre Bérégovoy
PIB :	5 970 milliards FF (1989)
Taux de croissance :	3,7 % (1989)
Taux de chômage :	9,4 % (décembre 1989)
Taux d'inflation :	3 % (juin 1990)
Taux de change :	1 \$ = 4,8 FF (juillet 1990)
Importations totales :	246 milliards \$
Importations du Canada :	1 267 millions \$
Exportations totales :	229 milliards \$
Exportations au Canada :	2 020 millions \$
Dettes nationale totale :	295 milliards \$



Visite au Saint-Siège



Le pape Jean-Paul II

Né Karol Jozef Wojtyla, le pape Jean-Paul II a vu le jour le 18 mai 1920 à Wadowice en Pologne.

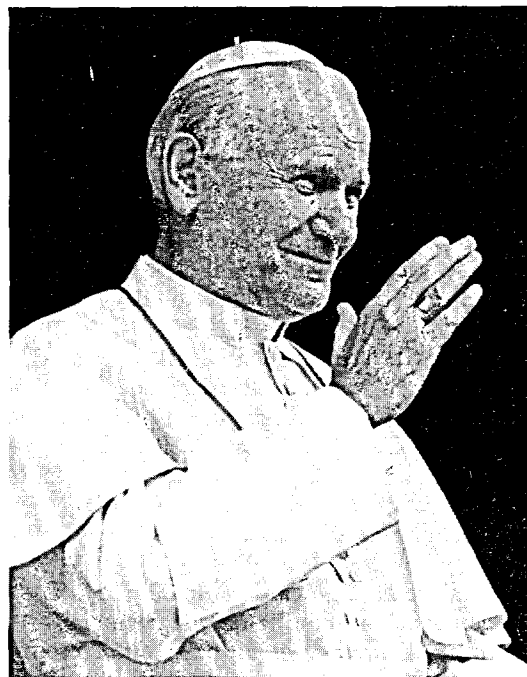
En 1938, il s'est inscrit au programme de littérature de l'Université de Cracovie où il a fait aussi partie d'une troupe de théâtre amateur. Il a fait ses études de théologie au Grand Séminaire de Cracovie et il a obtenu un doctorat en philosophie à l'Université pontificale Angelicum de Rome, de même qu'un doctorat en théologie de l'Université d'État de Cracovie.

L'abbé Wojtyla a enseigné la philosophie et la théologie aux Universités de Lublin et de Cracovie respectivement. Il est aussi l'auteur de nombreux livres, essais et articles.

Ordonné prêtre le 1^{er} novembre 1946, il a été sacré évêque auxiliaire de Cracovie le 4 juillet 1958. Le 13 janvier 1964, il est devenu archevêque de Cracovie; trois ans plus tard, à l'âge de 47 ans, il a été nommé cardinal.

Le 22 octobre 1978, le cardinal Wojtyla devenait le premier non-Italien en 455 ans à être élevé au pontificat et le premier pape d'origine slave.

À la tête de l'Église depuis plus de 12 ans, le pape Jean-Paul II a favorisé le retour de l'Église catholique romaine aux enseignements traditionnels. Il a également contribué aux divers changements qui ont eu lieu en Europe de l'Est, et ce, dans le dessein de promouvoir la paix et la justice dans le monde.



Le secrétaire d'État,
le cardinal
Agostino Casaroli

Le cardinal Agostino Casaroli est né à Piacenza en Italie le 24 novembre 1914. Devenu prêtre, il a pendant plusieurs décennies consacré ses loisirs aux jeunes d'un centre de détention de Rome. L'abbé Casaroli a étudié à l'Académie diplomatique à la fin des années 1930 puis il est devenu archiviste et finalement diplomate.

En 1961, le pape Jean XXIII nomma le futur cardinal sous-secrétaire d'État. Deux ans plus tard, il le chargea de sa première mission en Europe de l'Est. Cette mission marquait le début de l'Ostpolitik (politique envers l'Est), à laquelle il allait travailler pendant plusieurs années.

Il a été nommé cardinal le 30 juin 1979 par le pape Jean-Paul II qui a également confirmé sa nomination au poste de secrétaire d'État, poste qu'il occupait depuis le 28 avril de la même année. En 1989, ayant atteint 75 ans, le cardinal Casaroli a soumis sa démission comme le prévoit le Droit canon, mais le Saint-Père a jugé préférable de retenir ses services.



Les relations bilatérales entre le Canada et le Saint-Siège

Les relations entre le Canada et le Saint-Siège sont très cordiales. Le Pape a visité notre pays plusieurs fois quand il était cardinal et y est revenu après avoir été élevé au pontificat. La séparation au Canada de l'Église et de l'État, la liberté religieuse et le fait que la moitié de notre population est catholique ont amené le Saint-Siège à axer ses relations surtout sur l'aspect religieux.

Les évêques canadiens entretiennent avec le Pape individuellement et collectivement d'excellents rapports marqués tous les cinq ans par la visite *ad limina* ou des rencontres ponctuelles. La Conférence des évêques catholiques du Canada défend activement la doctrine et les politiques du Saint-Siège, notamment en ce qui a trait à la promotion de la justice sociale et des droits fondamentaux, au respect des minorités, à l'amélioration des programmes de santé, d'éducation et de la culture, ou encore à la protection de l'environnement.

Le Saint-Siège privilégie sa vocation religieuse mais, pour préserver son statut d'État souverain, il entretient des liens politiques restreints avec le plus grand nombre de pays possibles. Bien que nos relations diplomatiques ne datent que de vingt ans, elles sont solides et fécondes. Elles englobent tous les sujets où existe une volonté commune d'oeuvrer à la création d'un ordre international où règnent justice, paix et dialogue.

L'autorité morale du pape Jean-Paul II est d'un grand secours pour la promotion de nos idéals communs dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), de l'Organisation des Nations Unies (ONU), de l'Organisation des États américains (OEA) et autres organisations internationales ou lors de conflits régionaux ou locaux. Le corps diplomatique du Saint-Siège et la Curie, qui s'internationalise, sont des sources d'information et de contact très utiles.

Les liens culturels entre le Canada et le Saint-Siège sont anciens et fructueux, principalement dans le domaine de l'éducation. Depuis des siècles, les religieux vont à Rome compléter leur formation en théologie, philosophie et autres disciplines des universités pontificales.

En outre, les archives et les musées du Saint-Siège favorisent la recherche historique. Pour ce qui est de la science, des Canadiens viennent chaque année assister aux stages offerts à l'observatoire Specola Vaticana, dont l'origine remonte à 1579. Deux prix Nobel canadiens, Gerhard Herzberg et John Polanyi, sont membres de l'Académie pontificale des Sciences, fondée en 1603, qui encourage la recherche scientifique dans un climat de liberté mais aussi dans le respect des normes morales.

Enfin la coopération artistique a aidé bien des Canadiens à se perfectionner, à Rome, dans les domaines de l'architecture, de la peinture, de la musique et d'autres disciplines.

Un événement de grande importance pour le Canada aura lieu à Rome le 9 décembre prochain, soit la canonisation de mère Marguerite d'Youville, fondatrice des Soeurs de la Charité de Montréal (Soeurs grises). Mère d'Youville sera la première personne née au Canada à être canonisée par l'Église catholique romaine.

Cette cérémonie, qui soulèvera beaucoup d'intérêt au Canada, sera présidée par le Pape et aura lieu à la basilique Saint-Pierre en présence de quelque 1 500 pèlerins canadiens. Les Soeurs de la Charité, qui exercent leur apostolat au Québec, en Ontario, en Alberta, au Nouveau-Brunswick et aux États-Unis, ont préparé cette fête avec grand soin.

Vue d'ensemble et principales fonctions du Saint-Siège

Le Saint-Siège, d'une superficie de 0,44 km², est le plus petit État du monde. C'est aussi le centre du catholicisme romain, qui compte environ 900 millions de fidèles dans le monde entier. Son statut d'État souverain, décrété par les accords de Latran signés en 1929, est jugé essentiel à son indépendance et à sa liberté d'action.

Le charisme du pape Jean-Paul II, élu en 1978, a accru l'influence du Vatican. Par suite de la laïcisation, l'influence de l'Église a diminué dans les pays occidentaux. Toutefois, en Europe centrale et en Europe de l'Est, surtout dans les pays à forte tradition catholique, elle a augmenté depuis quelque temps. L'Église connaît également une forte croissance en Afrique, en Corée et en Indonésie, mais de nouvelles sectes fondamentalistes contestent sa suprématie en Amérique latine.

Le caractère unique du Saint-Siège tient de la nature essentiellement spirituelle de ses activités et lignes de conduite, même si les positions adoptées par les évêques ont parfois une dimension politique. L'Église encourage la protection de certaines libertés et s'emploie à aider les gouvernements qui défendent les défavorisés. Elle se présente comme un opposant des régimes répressifs.

En général, le Pape évite la polémique et préfère aborder les différents problèmes à la lumière de la doctrine catholique, qui appuie les minorités, défend la liberté de culte et respecte l'individu. Le message de l'Église est renforcé par la présence du Saint-Siège à titre de membre ou d'observateur dans plusieurs grandes organisations internationales et régionales.

Le Saint-Siège

Le Saint-Siège a pour principale fonction d'administrer l'Église universelle. Toutes ses ressources sont mobilisées à cette fin.

Le Pape

Le Pape est le chef suprême du Saint-Siège. Il dispose des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, ce qui l'autorise à prendre toutes les décisions finales.

La Curie

Le Pape exerce son autorité avec l'aide de la Curie romaine, qui se compose de plus de 30 ministères de rang égal, dirigés chacun (conformément à la Constitution ou *Pastor Bonus* du 1^{er} mars 1989) par un cardinal ou un archevêque. La Curie examine des questions aussi diverses que l'immigration, la culture, la famille, les affaires étrangères, le travail, la justice, la foi et la morale, et nomme les évêques. Située au Vatican, elle est administrée par le gouvernorat ou commission pontificale.

La Secrétairerie d'État

La Secrétairerie d'État est le principal organe gouvernemental puisqu'elle transmet les décisions du Pape. Le poste de secrétaire d'État, occupé par un cardinal, correspond à celui de Premier ministre.

La Secrétairerie d'État est divisée en deux sections : les Affaires générales ou Secrétariat ainsi qu'une sorte de ministère des Affaires étrangères appelé Relations avec les États. Cette dernière section compte environ 35 agents qui s'occupent des 123 pays avec lesquels le Saint-Siège entretient des relations diplomatiques. Des nonces ou pro-nonces représentent le Saint-Siège à l'étranger. Dans les pays où il n'entretient pas de relations diplomatiques officielles, le Saint-Siège est représenté par des délégués apostoliques.

Le Conseil des cardinaux

Le Conseil des cardinaux pour l'étude des questions organisationnelles et économiques du Saint-Siège, présidé par le secrétaire d'État, se compose de quinze cardinaux choisis chacun par les Églises nationales. Le Conseil des cardinaux veille à l'administration du Saint-Siège et permet aux clergés nationaux d'assurer un équilibre entre Rome et les évêchés.

Le Sacré Collège

Le Sacré Collège, composé de tous les cardinaux et du synode des évêques, aide le Pape à remplir sa mission. Les cardinaux se réunissent en conclave pour élire un nouveau pape, en consistoire pour les grands événements (comme la nomination de nouveaux cardinaux ou une canonisation) ou à la Curie.

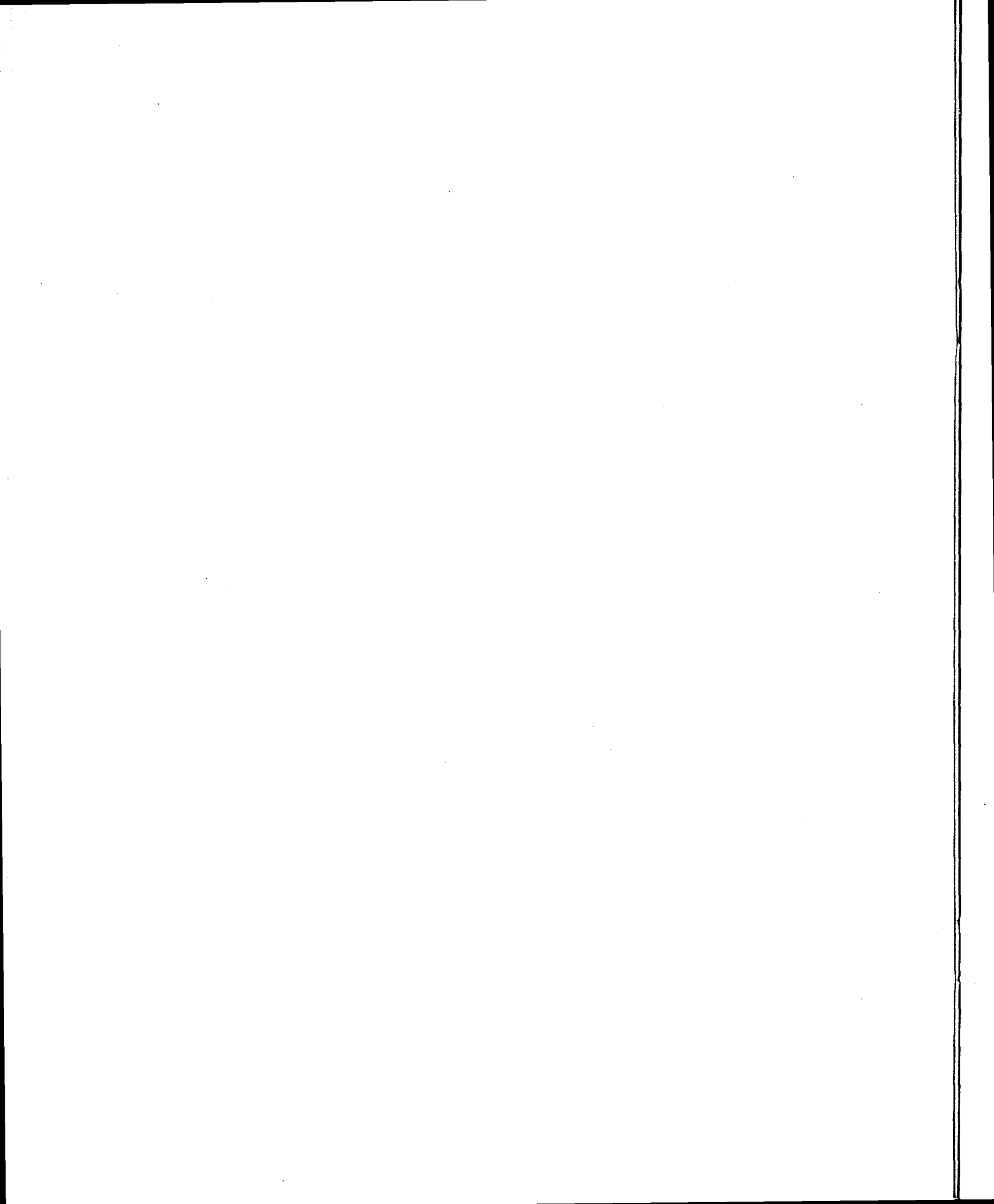
Les évêques se rassemblent en synodes, où ils prennent des décisions sur des points de doctrine particuliers. Aux conciles, tous les évêques et cardinaux rencontrent le Pape pour discuter avec lui de l'orientation de l'Église, bien qu'il appartienne à celui-ci de prendre les décisions finales.

À cette structure s'ajoutent, depuis le Concile Vatican II de 1962-1965, les Conférences épiscopales nationales qui, dans certains cas, jouissent d'une grande indépendance.

Fiche documentaire sur le Saint-Siège

Juridiction :	Cité du Vatican et territoires jouissant de droits extra-territoriaux accordés par la Constitution de l'Italie
Cité du Vatican :	À l'intérieur de la Cité du Vatican, la basilique et la Place Saint-Pierre, le Palais du Vatican, résidence officielle du Pape, et des musées À l'extérieur de la Cité, la résidence d'été du Pape à Castel Gandolfo, les sanctuaires pontificaux de Pompéi, Loreto, Bari et plusieurs églises de Rome et des environs
Superficie :	0,44 km ²
Population :	Environ 300 religieux de la Curie (gouvernement pontifical), 2 400 employés et quelques citoyens de naissance
Langues :	Latin (officielle); français (diplomatique)
Type de gouvernement :	Etat-cité indépendant de type monarchique dirigé par le Pape et dont la constitution est régie par la Curie
Chef de l'État :	Le pape Jean-Paul II (depuis 1978)
Chef du gouvernement :	Le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'État (depuis 1979)
Substitut :	L'archevêque Giovanni Battista Re (depuis 1987)
Ministre des Affaires étrangères :	L'archevêque Angelo Sodano, secrétaire pour le Conseil des affaires publiques, Seconde section de la Secrétairerie d'État (depuis 1988)
Budget :	155 millions \$, déficitaire d'environ 90 millions \$ (1989); financé par les dons des membres de l'Église, divers revenus de placement, les frais d'entrée aux musées et la vente de souvenirs
Affiliations internationales :	Membre ou observateur de la plupart des organisations régionales ou internationales

Visite en Italie



Le Président Francesco Cossiga

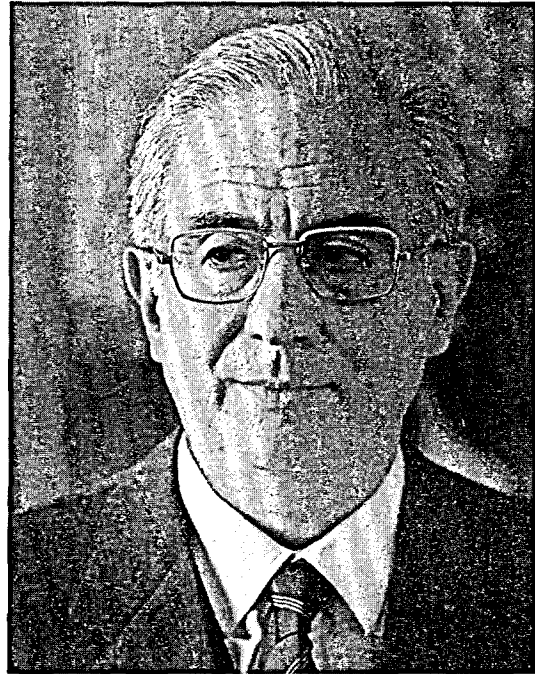
M. Francesco Cossiga est né à Sassari en Sardaigne le 26 juillet 1928. Licencié en droit, il a enseigné de 1959 à 1974 à l'Université de Sassari.

Membre du Parti démocrate chrétien, M. Cossiga a été élu au Parlement italien pour la première fois en 1958. Il a fait partie des Commissions des finances et du trésor, des affaires constitutionnelles, de la défense et des affaires étrangères. Il a été sous-secrétaire d'État au ministère de la Défense de 1966 à 1969.

M. Cossiga a été nommé ministre de l'Organisation de l'administration et secrétaire du Comité interministériel de coordination pour l'ordre public en 1974.

Ministre de l'Intérieur de 1976 à 1978, il a été nommé président du Conseil des ministres en 1979 et 1980 et a été élu président du Sénat en 1983. Il a démissionné de son parti lorsqu'il fut élu Président de la République en juin 1985.

Le Président Cossiga est marié et a deux enfants.



Le Premier ministre Giulio Andreotti

M. Giulio Andreotti est né à Rome, en janvier 1919. Avocat, écrivain et journaliste, il a déjà assumé cinq fois les fonctions de Premier ministre de son pays.

M. Andreotti est l'un des fondateurs et rédacteurs du quotidien italien *Il Popolo*. Il a contribué activement à la création de la Démocratie chrétienne, dont il est l'un des dirigeants. En 1946, il fut élu au Conseil national de ce parti et depuis 1948, il représente la circonscription de Rome-Lazio à la Chambre des députés.

De 1948 à 1954, M. Andreotti a été sous-secrétaire d'État auprès du Premier ministre. Par la suite, plusieurs portefeuilles lui ont été confiés dans différents gouvernements, parmi lesquels les affaires étrangères, les finances, la défense, l'intérieur et le trésor.

En 1983, le Premier ministre Craxi le nomme ministre des Affaires extérieures et le Premier ministre de Mita l'a nommé à nouveau à ce poste en 1988. En juillet 1989, M. Andreotti a été nommé président du Conseil des ministres (Premier ministre).

M. Andreotti est marié et a quatre enfants.



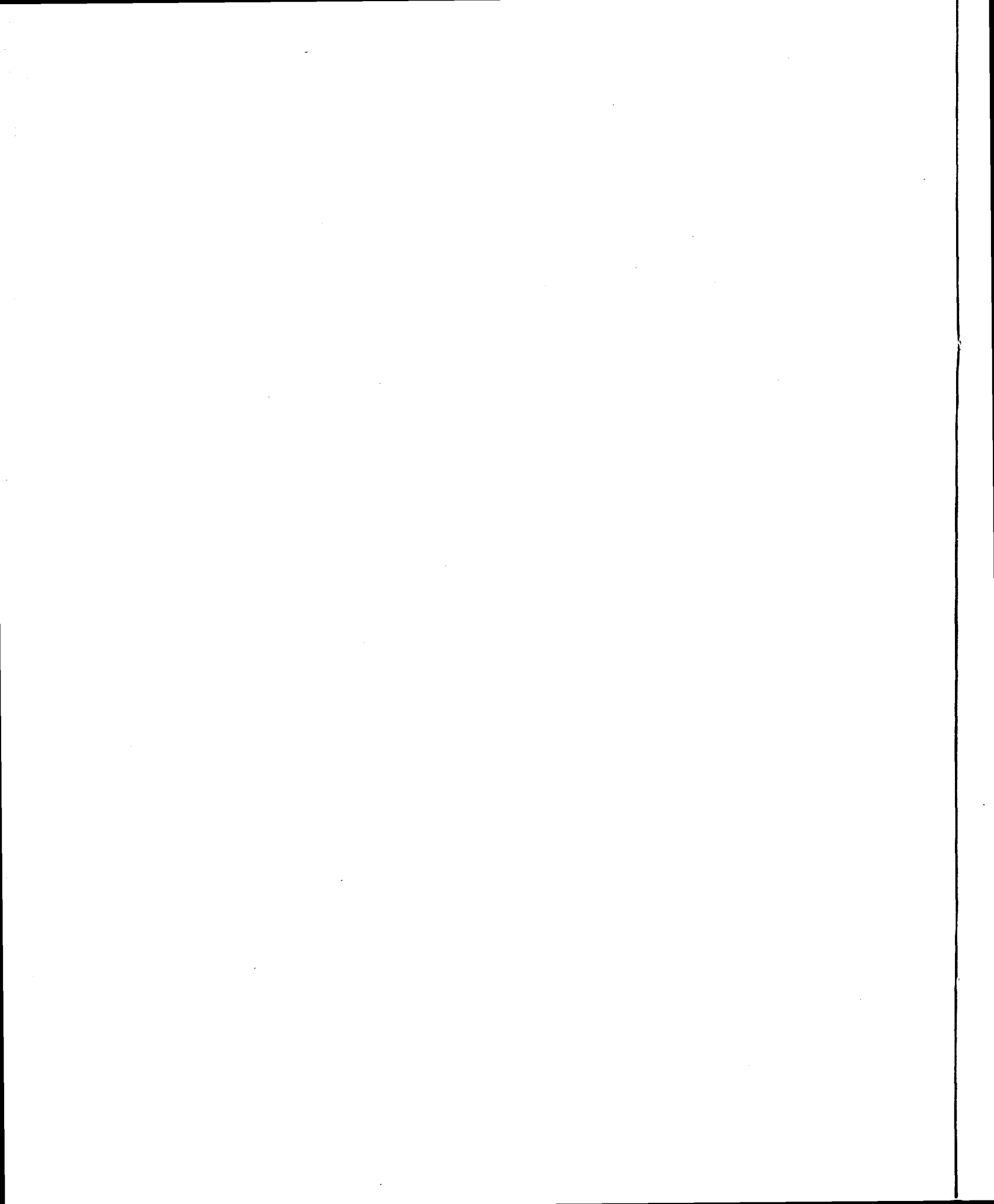
Le ministre des Affaires étrangères Gianni de Michelis

M. Gianni de Michelis est né à Venise le 26 novembre 1940. Il a été président de l'Union italienne des étudiants de 1962 à 1964, et professeur de chimie aux universités de Venise et de Padoue. M. de Michelis est entré sur la scène politique municipale à Venise en 1964.

M. de Michelis est membre de l'administration nationale du Parti socialiste italien depuis 1969.

Il a occupé les postes de ministre fédéral de la Participation de l'État à l'industrie de 1980 à 1983, de ministre du Travail et de la Sécurité sociale dans le gouvernement Craxi de 1983 à 1987, et de Vice-premier ministre dans le gouvernement de Mita en 1988-1989. Il a été nommé ministre des Affaires étrangères par le Premier ministre Andreotti en juillet 1989.





Les relations bilatérales entre le Canada et l'Italie

Les échanges entre le Canada et l'Italie sont continus, mutuellement bénéfiques et très diversifiés. Les deux pays partagent des intérêts communs en raison de leur appartenance au Groupe des Sept (G-7), à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Tout comme le Canada, l'Italie s'est fermement engagée à consolider ses liens transatlantiques, à favoriser la détente Est-Ouest et à réaliser des progrès dans le contrôle des armements et le désarmement.

Le Canada et l'Italie ont aussi des relations étroites dans le domaine de la culture, du commerce et de l'industrie, relations amplifiées par la présence au Canada de plus d'un million de personnes d'origine italienne.

Le Canada a augmenté le nombre de visites de haut niveau tant à l'échelon fédéral que provincial, de missions commerciales et d'échanges parlementaires. Le Canada a aussi renforcé ses liens institutionnels et ses activités de coopération technique avec l'Italie.

Des réunions d'un groupe de travail ont eu lieu dans le cadre de l'Accord de coopération économique et industrielle de 1988; le ministre canadien du Commerce extérieur, M. John Crosbie, a tenu la première en janvier 1989 et son homologue italien, M. Renato Ruggiero, a été l'hôte de la plus récente, en septembre 1990.

L'Italie occupe la présidence de la Communauté européenne depuis le mois de juillet (son mandat prendra fin en décembre) et cela fournit plusieurs occasions d'échanges au niveau des ministres et des chefs de gouvernement. La visite officielle du Premier ministre en Italie est une occasion unique de donner un souffle nouveau à nos relations avec l'Italie, mais aussi avec la Communauté européenne dans son ensemble.

L'Italie compte pour beaucoup dans le programme des relations culturelles internationales du Canada. L'Accord culturel Canada-Italie de 1984 a établi une commission mixte culturelle pour stimuler les échanges culturels entre nos deux pays. Une troisième session de cette commission se tiendra à Rome en 1991.

Le Canada et l'Italie ont aussi des échanges culturels étroits et nombreux au niveau universitaire. Le programme d'études canadiennes en Italie a pour but d'encourager les universités italiennes à faire de la recherche, à donner des cours et à publier des études sur le Canada. L'étude de la littérature canadienne-anglaise est la plus suivie, mais les études canadiennes-françaises et québécoises ainsi que l'histoire sont très courues. L'importance de ce programme en Italie se reflète dans le nombre croissant d'études faites sur le Canada par les universités, les ministères et le centre national de recherche.

Les relations commerciales et les investissements entre le Canada et l'Italie

Les échanges commerciaux entre le Canada et l'Italie ont dépassé 3 milliards \$ en 1989. Par le fait même, l'Italie se hissait au dixième rang des principaux marchés du Canada tout en demeurant notre huitième plus important fournisseur.

La balance commerciale en 1989 favorisait l'Italie. Grâce à des ventes de 2 milliards \$, l'Italie bénéficiait d'un surplus de plus de 900 millions \$. Les importations canadiennes en provenance de l'Italie étaient constituées principalement de vêtements et chaussures, de textiles, de produits alimentaires, de meubles, de pièces d'automobiles et de machines-outils. La demande soutenue des Canadiens pour les biens de consommation et un taux de change favorable expliquent dans une large mesure le succès des produits italiens sur le marché canadien.

Par ailleurs, les ventes canadiennes en Italie ont doublé en cinq ans et atteignaient, en 1989, 1,1 milliard \$. Nos exportations sont constituées en grande partie de produits agricoles et de matières premières industrielles, en particulier la pâte de bois, les métaux et le minerai. Mais de plus en plus, le Canada augmente ses ventes de produits finis, tels que les avions et les pièces d'avions, les moteurs d'avions, le matériel et les composants électroniques.

Les possibilités d'exportation en Italie pour l'industrie canadienne demeurent excellentes, en particulier dans tous les domaines faisant appel aux technologies de pointe.

Plusieurs sociétés canadiennes sont établies en Italie. Elles opèrent dans les secteurs du textile et du vêtement, de la machinerie agricole, de l'exploration pétrolière, des mines et de l'agro-alimentaire. Deux banques canadiennes y ont également des bureaux.

Parmi les grandes entreprises canadiennes ayant des activités en Italie, mentionnons Alcan, Bata, Seagram, Cominco, la Banque Royale du Canada, la Banque canadienne impériale de commerce, les lignes aériennes Canadien International, la Canadian Forest Industries, Northern Telecom, Hiram Walker, Massey Ferguson, Moore, Mitel et Labatt (qui a récemment acquis 70 p. 100 de Moretti et, par l'entremise de cette dernière, 100 p. 100 de Prinz Brau).

La libéralisation de la circulation des capitaux et l'élimination du contrôle des changes en Italie devraient favoriser l'investissement italien au Canada.

Parmi les entreprises italiennes dont la présence au Canada est importante, mentionnons la Banca Commerciale Italiana (services bancaires), la Banca Nazionale del Lavoro (services bancaires), Alitalia (compagnie aérienne), ENI (pétrole), Benetton (vêtements), Carraro (équipement agricole), Ferrero (confiserie), Gruppo Finanziario Tessile (mode), Maccaferri (acier), Montedison (produits chimiques), Olivetti (équipement de bureau), Pirelli Cables (câbles), Riello (appareils de chauffage) et Tonolli (acier).

Les deux gouvernements ont conclu, en 1988, un accord de coopération économique et industrielle ayant pour but de renforcer et de diversifier la coopération entre le Canada et l'Italie, et en particulier de favoriser le développement des échanges commerciaux et des investissements.

L'accord a amené de nombreuses rencontres entre industriels des deux pays, entre autres, la visite au Canada, en octobre 1989, d'une délégation de la CONFINDUSTRIA (fédération des associations industrielles italiennes). Plusieurs secteurs prioritaires de coopération ont été identifiés, tels que la transformation des produits alimentaires, les machines-outils, les technologies avancées de fabrication et le transport urbain.

La situation politique en Italie

Le gouvernement du Premier ministre Andreotti, son sixième depuis 1972, est en poste depuis juillet 1989. Il s'agit d'une coalition de cinq partis dont les partenaires principaux sont les démocrates-chrétiens et les socialistes; les trois autres partenaires sont les républicains, les libéraux et les sociaux-démocrates.

Le Parti communiste, principal parti d'opposition, vient de changer son nom en « Parti démocratique de la gauche » et il tente d'unifier toutes les forces de la gauche italienne. Lors des élections régionales de mai 1990, le vote communiste est passé de 30,2 p. 100 (en 1985) à environ 25 p. 100. Ces mêmes élections ont donné lieu dans le Nord de l'Italie à une forte émergence des liges, partis régionaux qui préconisent de profondes réformes du système politique et qui, en certains endroits, ont obtenu jusqu'à 20 p. 100 des suffrages.

Les prochaines élections générales sont prévues en juin 1992. Le Parlement élira, également en 1992, un nouveau Président de la République.

Depuis un an, le gouvernement Andreotti s'est employé à faire adopter d'importantes lois en matière de lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants ainsi que dans le secteur de la télédiffusion.

La situation économique de l'Italie

La plupart des observateurs reconnaissent que l'avènement en 1992 du Marché unique européen constitue un défi important pour l'Italie, à cause particulièrement du niveau élevé de sa dette publique et de son déficit budgétaire, des disparités entre le nord et le sud du pays, et de sa grande dépendance envers les importations d'énergie.

L'économie de l'Italie n'en demeure pas moins cependant l'une des économies les plus dynamiques du monde industrialisé. Elle a joué au cours des dernières années d'un plus grand taux de croissance que la plupart des pays de l'OCDE, en grande partie grâce à la demande constante de produits italiens sur les marchés étrangers et du haut niveau de créativité, de savoir-faire technologique et d'adaptabilité de l'industrie italienne.

Les puissants groupes industriels privés (Fiat, Montedison, Olivetti, Pirelli) ont misé avec succès sur la carte européenne et internationale. À ce point de vue, ils constituent l'élément clé du dynamisme de l'économie italienne. Les entreprises de l'État, qui comptent pour plus du tiers de la production italienne, ont elles aussi adopté diverses mesures, comme parfois la privatisation, pour répondre plus adéquatement aux forces du marché.

Les politiques gouvernementales visant à faciliter l'ajustement structurel et à stimuler la compétitivité ont aidé l'industrie italienne. La décision de faire entrer la lire dans le Système monétaire européen plusieurs mois avant la date prévue du 1^{er} juillet 1990, ainsi que la libéralisation des mouvements de capitaux annoncée en mai 1990, démontrent la détermination du gouvernement italien à faire progresser l'Union économique et monétaire européenne.

Le gouvernement s'est aussi attaqué au déficit budgétaire en adoptant des mesures visant à couper les dépenses et à accroître les revenus, avec pour objectif de réduire le déficit à 9,4 p. 100 du produit national brut (PNB) en 1991, de 10,7 p. 100 qu'il était en 1990.

Le gouvernement italien prévoit un taux de croissance de 2,7 p. 100 en 1991 par rapport à 2,9 p. 100 en 1990. Toutefois, la plupart des observateurs considèrent, compte tenu de la situation internationale et de l'augmentation du prix du pétrole, qu'un taux de croissance d'environ 2 p. 100 est plus probable. Le taux d'inflation devrait se situer aux environs de 6 p. 100 en 1991 et le taux de chômage à 11 p. 100.

La politique étrangère de l'Italie

La participation de l'Italie à l'OTAN, au Groupe des Sept (G-7) et à la Communauté européenne (CE), de même que la proximité géographique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont été des éléments déterminants de la politique étrangère de ce pays.

Loyal défenseur de l'OTAN, l'Italie a été l'un des premiers alliés à déployer des missiles de croisière sur son territoire (en Sicile en 1984).

Le gouvernement de coalition de l'Italie poursuit la tradition d'une forme d'Ostpolitik (politique envers l'Est). La première visite officielle du Président soviétique Gorbatchev en Italie a eu lieu en décembre 1989 et le Premier ministre Andreotti est allé à Moscou récemment.

L'Italie s'est engagée à fournir une aide financière aux nouvelles démocraties de Pologne et de Hongrie et elle prévoit participer pleinement aux activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

L'Italie fait aussi partie de la « Pentagonale », une initiative récente visant à favoriser une plus grande collaboration économique avec la Yougoslavie, la Hongrie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

Elle préconise également une plus grande intégration politique et économique de la CE et la mise en place d'un marché unique d'ici 1992. Ce pays a joué, en 1986, un rôle important dans l'adhésion de l'Espagne et du Portugal au Marché commun.

La présence de l'Italie à la tête de la CE durant les derniers six mois de 1990 lui permettra de faire avancer le dossier de l'union économique, monétaire et politique de l'Europe. Elle pourra aussi amorcer les réformes institutionnelles nécessaires, notamment dans le contexte des conférences prévues pour décembre.

Les relations privilégiées de l'Italie avec le Moyen-Orient et le monde arabe sont un reflet de son orientation méditerranéenne, de son histoire et de la réalité économique. L'Éthiopie, la Somalie et la Libye sont toutes d'anciennes colonies italiennes.

Plus de 90 p. 100 du pétrole utilisé en Italie provient du Moyen-Orient. Elle a aussi d'importants contrats avec le Moyen-Orient, notamment dans les domaines de la construction, de l'équipement et de la technologie de pointe.

L'Italie favorise la tenue d'une conférence internationale de paix sous les auspices des Nations Unies pour résoudre le conflit arabo-israélien. Dans la présente crise du golfe Persique, l'Italie s'est jointe au blocus international et a dépêché deux frégates et un navire de ravitaillement, ainsi que des avions Tornado.

Fiche documentaire sur l'Italie
(données de 1989 à moins d'indication contraire)

Capitale :	Rome
Superficie :	301 255 km ²
Population :	57,6 millions
Langue :	Italien
Type de gouvernement :	République, démocratie parlementaire
Chef de l'État :	Le Président Francesco Cossiga (depuis 1985)
Chef du gouvernement :	Le Premier ministre Giulio Andreotti (depuis 1989)
Ministre des Affaires étrangères :	M. Gianni de Michelis (depuis 1989)
Ministre du Commerce extérieur :	M. Renato Ruggiero (depuis 1987)
PIB :	1 079 milliard \$
PIB par habitant :	18 800 \$
Taux de croissance :	3,2 %
Taux de chômage :	12 %
Taux d'inflation :	6,6 %
Taux de change :	1 \$ = 1 018 £
Importations totales :	191 milliards \$
Importations du Canada :	1,1 milliard \$
Exportations totales :	176 milliards \$
Exportations au Canada :	2 milliards \$
Dette nationale totale :	929 milliards \$ (1988)
Pourcentage du PIB :	101,7 % (1988)

Les relations politiques entre le Canada et la Communauté européenne

Le Canada a depuis longtemps consacré une attention particulière à ses relations avec la Communauté européenne (CE) et ses douze États membres. La CE est le troisième partenaire commercial du Canada.

En 1976, la CE et le Canada ont signé un accord-cadre visant à promouvoir, diversifier et développer leurs échanges commerciaux et économiques. Les deux parties se rencontrent deux fois par année pour promouvoir et examiner l'activité économique.

En 1988, le Canada et la Communauté ont commencé à se consulter en matière de politique étrangère, dans le cadre du processus de Coopération politique européenne. Ces consultations semi-annuelles se font entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada et son homologue du pays qui occupe alors la présidence de la Communauté (chaque pays, à tour de rôle, assume la présidence, pour une période de six mois). Les hauts fonctionnaires du Canada et de la Communauté procèdent aussi à des consultations semi-annuelles.

Les récents événements en Europe ont souligné l'importance de la Communauté pour le Canada. L'adoption de l'Acte unique européen en 1985 a revitalisé le processus d'intégration européenne et la Communauté est devenue un modèle pour les nouvelles démocraties d'Europe centrale et de l'Est. Une Europe forte et de plus en plus unie a été un facteur déterminant de l'unification accélérée de l'Allemagne.

Les conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique marqueront une autre phase dans le processus d'unification européenne. Le Canada travaille à faire en sorte que ses liens avec la Communauté évoluent au même rythme.

Depuis le début de 1990, les relations politiques du Canada avec la CE se sont sensiblement accrues. Durant les premiers six mois, alors que l'Irlande présidait la CE, le Canada a renforcé le processus de consultation en place et présenté des propositions concrètes à cet effet. Ces initiatives ont reçu un accueil favorable, comme en témoigne le document final du Sommet de Dublin.

Le président du Conseil des ministres des Affaires étrangères de la CE, le ministre irlandais des Affaires étrangères, M. Gerard Collins, est venu à Ottawa, en février 1990, tenir des consultations auprès du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, qui lui a rendu sa visite en mai.

Le Canada et la Communauté européenne préparent présentement une déclaration sur les relations entre le Canada et la CE dans les années 1990. Cette déclaration, ainsi qu'une déclaration similaire entre la CE et les États-Unis, engagera les parties à relever de concert les défis communs qui se présenteront dans l'avenir. Les mécanismes de consultation politique seront également renforcés, afin que le Canada puisse accroître ses liens avec une Communauté en rapide évolution.

Fiche documentaire sur la Communauté européenne

États membres :	Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni
Siège :	Bruxelles
Superficie :	2 361 680 km ²
Population :	341 millions
PIB :	5 878 milliards (est. 1989)
Taux de croissance :	3,5 % (1989), 2,7 % (est. 1990)
Taux de chômage :	10,5 % (1989), 9,4 % (est. 1990)
Taux d'inflation :	5,4 % (1989), 4,7 % (est. 1990)
Taux de change :	1 ECU = 1,54 \$CAN
Importations totales de la CE :	640 milliards \$ (est. 1989)
Importations canadiennes de la CE :	14,9 milliards \$ (1989)
Exportations totales de la CE :	610 milliards \$ (est. 1989)
Exportations canadiennes vers la CE :	11,3 milliards \$ (1989) Pâte de bois (15 % du total), bois d'oeuvre résineux (7 %), ordinateurs et pièces (5 %), minerais de fer et concentré (4 %), poisson et fruits de mer (3 %), papier journal (3 %), nickel (2 %), aéronefs et pièces (2 %)
Nombre de touristes de la CE venus au Canada :	1,5 million (est. 1989)
Recettes découlant du tourisme en provenance de la CE :	1,65 milliard \$ (est. 1989)

Note : Ces estimations non officielles tiennent compte de l'unification des deux Allemagnes, le 3 octobre 1990

Notes

1.

2.

3.

4.

doc
CA1
EA
90V32
EXF

.b2347957(E)
.b2347970(F)

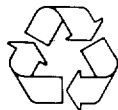


**Visit to France,
the Holy See and Italy
by
Prime Minister
Brian Mulroney**

November 18-23, 1990



Think Recycling!



Pensez à recycler!

Printed on paper containing recovered waste.

**Visit to France,
the Holy See and Italy
by
Prime Minister
Brian Mulroney**

43.250-178

November 18-23, 1990

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JAN 2 1991

RESEARCH LIBRARY
ATYNDEN PARK, OTTAWA, ONTARIO



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Contents

Prime Minister Brian Mulroney	1
Secretary of State for External Affairs Joe Clark	2
Visit to France	
Prime Minister Michel Rocard	5
Minister of State, Minister of Foreign Affairs Roland Dumas	6
Canada-France Bilateral Relations	7
Canada-France Economic and Trade Relations	8
The French Economy	9
French Domestic Policy	10
French Foreign Policy	11
France-Fact Sheet	12
Visit to the Holy See	
Pope John Paul II	15
Secretary of State Agostino Cardinal Casaroli	16
Canada-Holy See Bilateral Relations	17
Holy See-Overview and Main Functions	18
Holy See-Fact Sheet	20
Visit to Italy	
President Francesco Cossiga	23
Prime Minister Giulio Andreotti	24
Minister of Foreign Affairs Gianni de Michelis	25
Canada-Italy Bilateral Relations	27
Canada-Italy Trade and Investment	28
Italy-Political Situation	29
Italy-Economic Situation	30
Italy-Foreign Policy	31
Italy-Fact Sheet	32
Canada-European Community Political Relations	33
European Community-Fact Sheet	34

Prime Minister Brian Mulroney

Born March 20, 1939 in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a Bachelor of Arts (Honours) degree in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a Bachelor of Law degree from l'Université Laval at Québec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was reelected in the riding of Charlevoix, Quebec, on November 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.



Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children, Caroline, Ben, Mark and Nicolas.

Secretary of State
for External Affairs
Joe Clark

Born in High River, Alberta on June 5, 1939, Joe Clark holds a Bachelor of Arts degree in History and a Master of Arts degree in Political Science from the University of Alberta, as well as an Honourary Doctor of Laws degree from the University of New Brunswick.

A former journalist and political advisor, Mr. Clark was first elected to the House of Commons in the general election of 1972. He has been reelected to the House in all successive elections up to and including 1988.

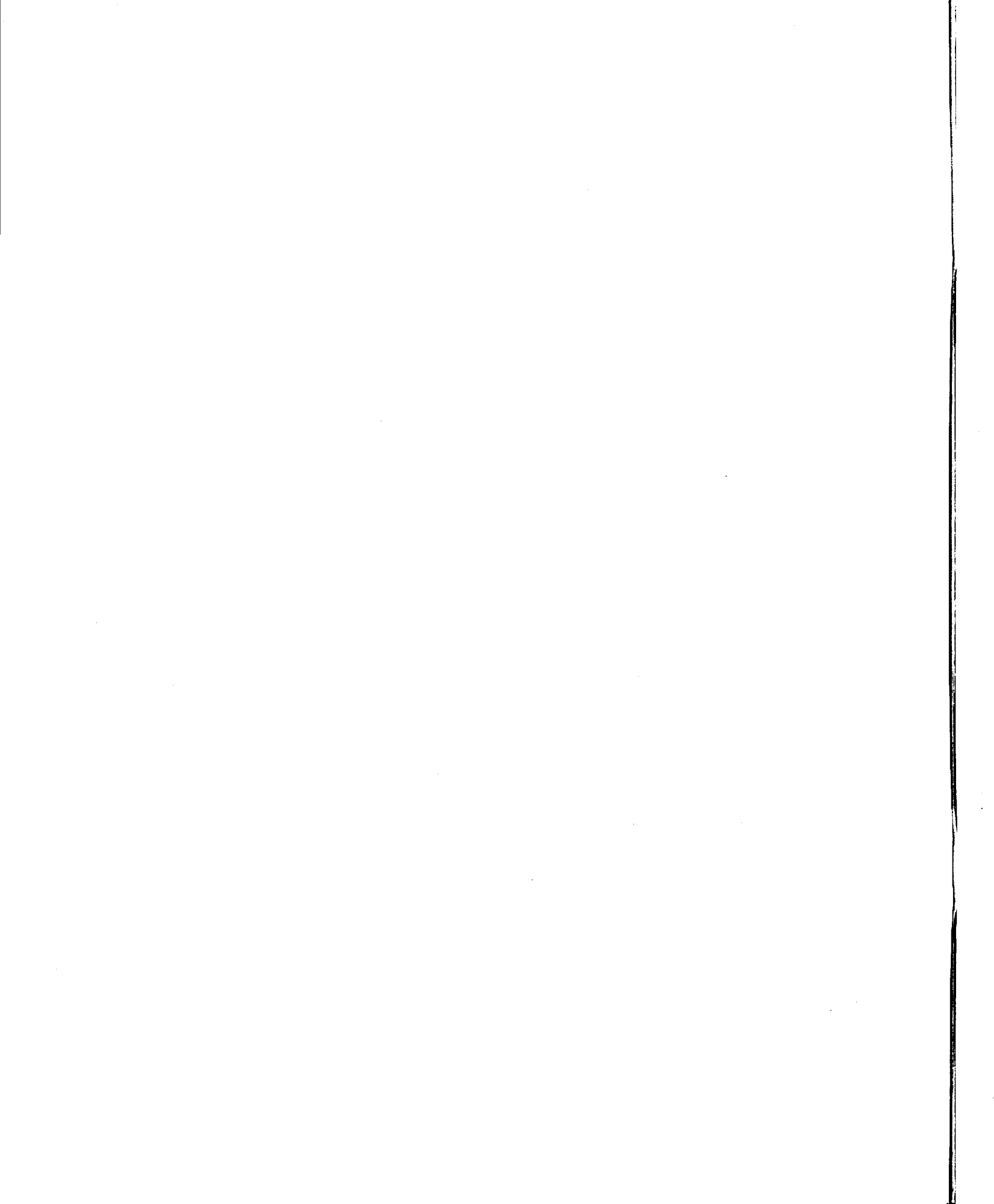
On February 22, 1976, Mr. Clark was elected Leader of the Progressive Conservative Party. He was sworn in as Prime Minister on June 4, 1979, following the May 22 general election. His government was defeated at the polls on February 18, 1980.

Mr. Clark has focussed his attention on returning Canada to its traditional role of consistent and constructive internationalism since his appointment in 1984 as Secretary of State for External Affairs.

Mr. Clark is also Chairman of the Cabinet Committee on Foreign and Defence Policy and Vice-Chairman of the Sub-Committee of the Priorities and Planning Committee on Trade.



Visit to France



Prime Minister Michel Rocard

Michel Rocard was born on August 23, 1930 in Paris. He studied administration and economics at the École nationale d'administration, graduating in 1958.

Mr. Rocard joined the Fédération nationale des étudiants socialistes in 1949, of which he was General Secretary from 1953 to 1955.

In 1958, Mr. Rocard helped found the Parti socialiste autonome (PSA), which in April 1960 became the Parti socialiste unifié (PSU). He was elected National Secretary of the PSU in June 1967.

As the PSU candidate in the 1969 presidential election, Mr. Rocard received over 800,000 votes. In 1974, he joined the new Parti socialiste and, one year later, became a member of its national secretariat, responsible for the public sector.

In May 1981, Mr. Rocard joined the government as Minister of State, Minister of Planning and Territorial Development. He was appointed Agriculture Minister on March 22, 1983. He resigned from the government on April 3, 1985.

In 1988, he was actively involved in the Mitterrand election campaign. On May 10 of that year, the President of the Republic named Mr. Rocard as Prime Minister.

Prime Minister Rocard is married and the father of four children.



Minister of State,
Minister of Foreign Affairs
Roland Dumas

Roland Dumas was born in Limoges on August 23, 1922. He has a Master's degree and a diplôme d'études supérieures in Law, as well as degrees from the École libre des Sciences politiques and the London School of Economics.

Mr. Dumas played an active part in the Resistance. After World War II, he pursued careers in journalism and law. A man of the centre left, in the 1950s he enrolled in the Union démocratique et sociale de la résistance (UDSR), the party of François Mitterrand, under whom he was elected Deputy in 1956.

Under the banner of the Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), Mr. Dumas was elected Deputy in 1967; in 1968 he became Deputy Speaker.

He was Minister of European Affairs from December 1983 to December 1984, Minister of External Relations from December 1984 to March 1986, President of the National Assembly's Foreign Affairs Commission in 1986-87, and has been Minister of State, Minister of Foreign Affairs since May 12, 1988.

Mr. Dumas has published *J'ai vu vivre la Chine*, *Les Avocats*, *Le droit de l'information et de la presse*, and *Plaidoyer pour Robert Gilbert Lecomte*.

Mr. Dumas is married and the father of three children.



Canada – France Bilateral Relations

Canada's bilateral relations with France in the past decade have been productive. The unique triangle that exists between France and Canada's federal and Quebec governments has strengthened ties between the two countries, resulting in the development of many new political, economic, social and cultural opportunities.

Because of this solid relationship, France was able to host the first Francophone Summit in Paris in February 1986; and Canada, the second, jointly with Quebec, in September 1987. Moreover, beginning in 1986, France-Canada relations were bolstered by a series of visits by the respective heads of state and government. The official visits paid to France in 1989 by the premiers of Quebec, Ontario and New Brunswick, confirm the growing interest in France by the regions of Canada.

France and Canada work together closely in international institutions such as the United Nations, the Group of 7 finance ministers (G-7), and the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE); and in international conferences such as Ottawa's "Open Skies" conference of February 1990.

The problem of fishing and maritime boundaries was the object of a 1989 agreement that established a tribunal to demarcate the maritime areas and establish an interim fishing agreement. The tribunal is to render its decision near the end of 1991.

Cultural co-operation focusses on government arrangements such as the cultural agreement of 1965 and numerous exchange programs, and on the dynamic influence of creative people whose works are being disseminated throughout the two countries.

The Canadian Cultural Centre in Paris provides a framework for a wide variety of activities and is a springboard for high-profile participation in the country's most prestigious museums, theatres and galleries. The Documentation Centre complements the services of the cultural centre.

France has 13 Canadian studies centres in Paris and other cities, where subjects of common interest in all fields of knowledge are promoted through seminars, visiting professorships, student exchanges and training courses.

Finally, France and Canada are working closely in the audio-visual field as a result of joint production agreements and participation in TV-5. There have been more than \$300 million worth of joint productions since 1986.

France has underscored its interest by providing easier access for Canadian works to the French and European markets in this field.

Canada -- France Economic and Trade Relations

There has been a significant change in relations between France and Canada in recent years. Trade and investment have reached new heights. France is now Canada's sixth largest trading partner (imports and exports). The growth anticipated for 1991 could bring it up to fifth. Moreover, France recently became Canada's fourth source of foreign investment, after the U.S., the U.K. and Japan.

Canadian Exports to France

Canadian exports increased by 7% in 1989 and reached \$1.3 billion. The main products were raw materials such as wood and other pulps, ores, and uranium, as well as fresh fish and frozen fish. Manufactured products have undergone excellent growth, and aircraft engines and parts are expected to soon become Canada's main export. Major contracts for Canadair (parts for the Airbus), Pratt and Whitney (aircraft engines) and Bombardier (rolling stock for the tunnel under the English Channel) will ensure solid growth for a good part of the 1990s.

Canadian Imports from France

Canadian imports totalled \$2 billion in 1989, down sharply from the \$2.9 billion of the previous year. This decrease is due to the halt in deliveries of Airbus aircraft, which accounted for \$1 billion of imports the previous year. Air Canada and Canadian International have large orders pending for other aircraft which will be delivered over several years. Thus the import figure is expected to increase markedly.

Other imports from France include wines and beverages, books and printed material, electrical machinery, automobile engines and parts, clothing, textiles and precision equipment.

French Investment in Canada

French investment in Canada has risen sharply since 1983, when its approximate value of \$1.3 billion placed France sixth. Today, France is Canada's fourth greatest

source of foreign investment, with an estimated value of \$4 billion.

More than 300 French companies are established in Canada. In the past year, the main investments have included the purchase of Connaught by Mérieux (\$950 million), the purchase of Federal Pioneer by the Schneider Group (\$300 million), partial purchase of the Laurentian insurance affiliate by the Victoire Group (\$125 million), and the involvement of the Entreprise minière et chimique (EMC) in the development of a Manitoba potash mine (total development costs estimated at \$700 million).

Boeing recently announced that it was negotiating with Aérospatiale, via the ATR consortium, for the sale of De Havilland, the manufacturer of the Dash-8.

Canadian Investment in France

Canadian investment in France has undergone rapid growth recently. In 1988, Canadians invested the equivalent of 3 billion francs reaching 7% of total foreign investment in France. In the fall of 1989, Bombardier announced the purchase of ANF Industrie, France's second largest producer of rolling stock, while Northern Telecom completed the construction of a manufacturing plant in Verdun and a research centre in Paris. Some 100 French companies are controlled by Canadian capital, and Canada is the 13th largest foreign investor in France.

Tourism

Some 260,000 French tourists visited Canada in 1989, a considerable increase over 115,000 in 1985. French tourists are estimated to have spent \$140 million last year. Some 450,000 Canadians travelled to France in 1989.

The French Economy

At a time when world economic activity is slowing down, growth in France, while moderating, has remained relatively firm. France's National Institute of Statistics and Economic Studies (INSEE) predicts a 3.2% increase in the gross domestic product (GDP) for 1990, after a 3.7% rise in 1989. Productive investment continues to be the most dynamic component, with an increase of some 6% expected for 1990.

Growth continues to create jobs, but at a slower rate: the INSEE anticipates 240,000 new jobs in 1990, after 280,000 in 1989. Many of these additional jobs are taken by newcomers to the job market, which explains in part the continued high unemployment rate of 9.3%. Statistical updating should indicate an unemployment rate near 8.7% at year's end.

Inflation remains moderate and should stay close to its current rate of 3% in the coming months. Thus French prices should gradually come down to the same level as those of Germany, while remaining lower than those of its other trading partners.

The French trade balance remains satisfactory, apart from severe monthly fluctuations. Forecasts call for a slight drop in the deficit, bringing it down to about 40 billion francs this year.

French Domestic Policy

After sharing power for two years with a centre-right government, François Mitterrand, a socialist, was reelected President in 1988. His first gesture was to name Michel Rocard as Prime Minister and dissolve the National Assembly. The Socialist Party won the ensuing parliamentary elections, but did not obtain an absolute majority.

Confirmed as Prime Minister in June 1988, Michel Rocard adopted a policy of economic restraint accompanied by social reform, as he sought to prepare the country for the process of European integration set out in the Single Act that will take effect on December 31, 1992.

With no major election planned between now and the parliamentary election of 1993, the government enjoys a period of stability reinforced by the excellent economic climate that in recent years has sustained growth and low inflation.

French Foreign Policy

European integration and the strengthening of the European Community (EC) is the core of France's dynamic foreign policy. Thus France tends to develop common positions on many questions with its partners in the EC. France played a major role in the adoption of the Single Act, which will be a major step in creating an open common market after December 31, 1992.

One of the four powers that occupied Germany at the end of World War II, France has long supported the process of German unification. It has also sought to maintain a close dialogue with the countries of Eastern Europe, and has played a leading role in the creation of the European Bank for Reconstruction and Development. Jacques Attali, a close advisor to President Mitterrand, was recently elected President of the Bank. France is active in the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), and is hosting the CSCE Paris Summit, November 19-21, 1990.

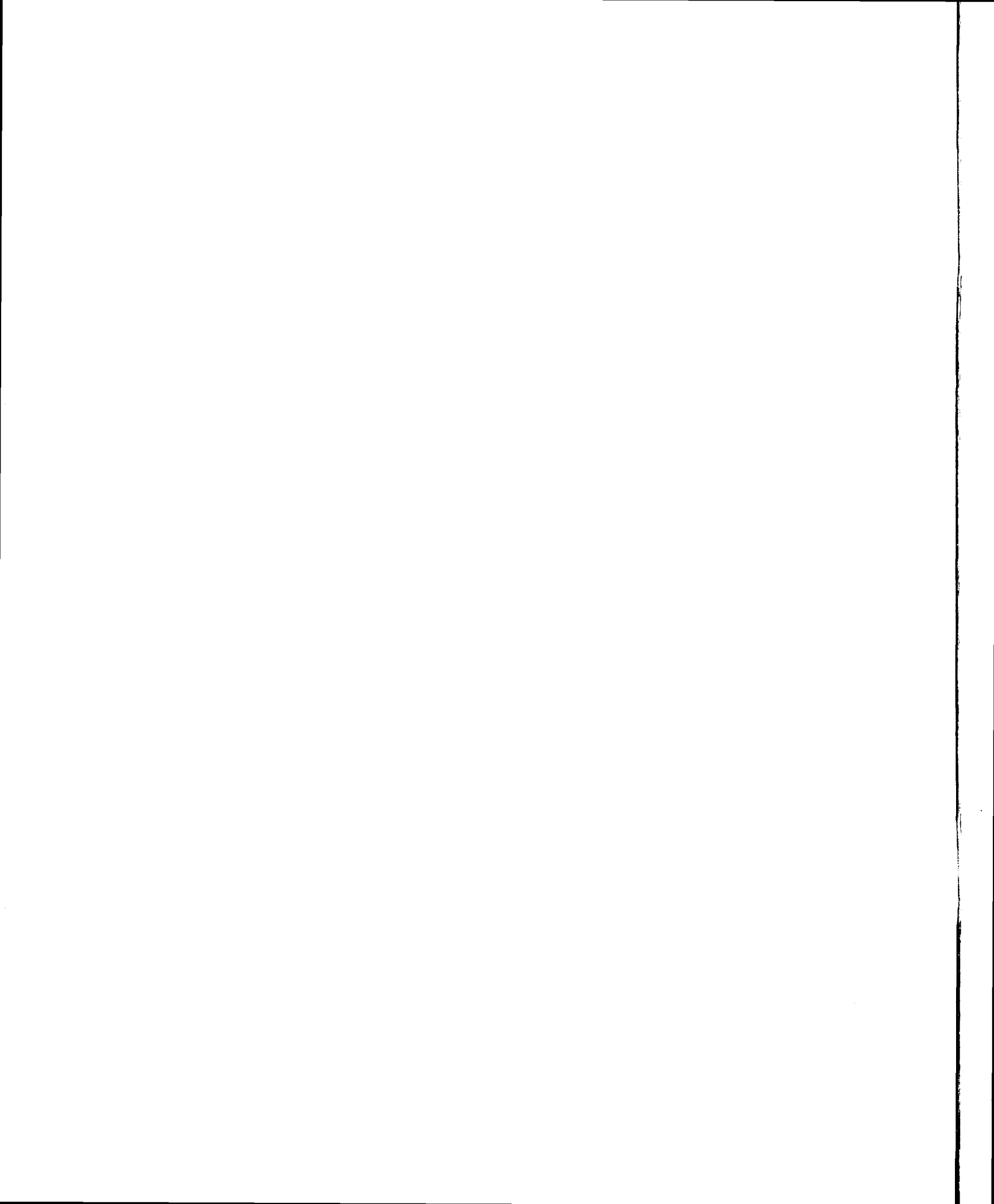
With Canada, France shares a commitment to promote La Francophonie on a world scale. This common objective has brought both countries closer. Paris (1986) and Quebec City (1987) were the sites of the first two Francophone summits. President Mitterrand and Prime Minister Mulroney participated in the third summit, held in Dakar in 1989. These summits revealed many similarities in the positions of the two countries, both in terms of North-South dialogue and the debt of the poorest countries.

France has become one of the most dynamic proponents of North-South dialogue. The government has often assured developing countries that funds and efforts being channelled to them will not decline as a result of increased aid to Central and Eastern Europe.

France – Fact Sheet

Capital:	Paris
Area:	549,000 km ²
Population:	56 million
Language:	French
Type of government:	Republic, presidential system, parliamentary democracy
Head of state:	President François Mitterrand
Head of government:	Prime Minister Michel Rocard
Minister of State, Minister of Foreign Affairs:	Roland Dumas
Minister of State, Minister of Economy, Finance and Budget:	Pierre Bérégovoy
GDP:	FF 5970 billion (1989)
Growth of GDP:	3.7% (1989)
Rate of unemployment:	9.4% (December 1989)
Rate of inflation:	3% (June 1990)
Exchange rate:	\$1 = FF 4.8 (July 1990)
Total imports:	\$246 billion
Imports from Canada:	\$1,267 million
Total exports:	\$229 billion
Exports to Canada:	\$2,020 million
Total national debt:	\$295 billion

Visit to the Holy See



Pope John Paul II

Pope John Paul II was born Karol Jozef Wojtyla on May 18, 1920, in Wadowice, Poland.

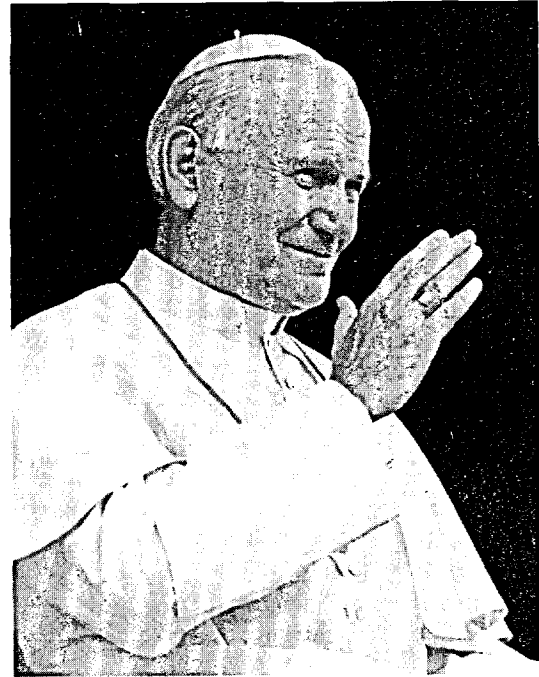
In 1938, he enrolled in the Literature program at the University of Cracow, where he was also a member of an amateur theatre company. He completed his ecclesiastical studies at the Major Seminary of Cracow. He obtained a Doctor of Philosophy degree at the Angelicum Pontifical University in Rome and a Doctor of Theology from the State University of Cracow.

Mr. Wojtyla taught philosophy and theology respectively at the universities of Lublin and Cracow. He has also written numerous books, essays and articles.

Ordained a Roman Catholic priest on November 1, 1946, Father Wojtyla was consecrated Auxiliary Bishop of Cracow on July 4, 1958. On January 13, 1964, he became Archbishop of Cracow; three years later, at age 47, he was named Cardinal.

On October 22, 1978, Karol Wojtyla became the first non-Italian pope in 455 years and the first Slavic pope.

Head of the Church for more than 12 years, Pope John Paul II has encouraged the Roman Catholic Church to return to its traditional teachings. He has contributed to the changes in Eastern Europe and to promoting peace and justice in the world.



Secretary of State Agostino Cardinal Casaroli

Agostino Casaroli was born in Piacenza, Italy, on November 24, 1914. He became a priest and has devoted much of his spare time for decades to helping young inmates at a detention centre in Rome. Father Casaroli was a student at the Diplomatic Academy in the late 1930s. He then became an archivist, and finally a diplomat.

Pope John XXIII appointed Agostino Casaroli to the post of Under-Secretary of State in 1961. Two years later, the future cardinal was given his first mission in Eastern Europe. This was the commencement of Ostpolitik (policy for the East) and marked the beginning of a lengthy undertaking.

Agostino Casaroli was named Cardinal on June 30, 1979, by John Paul II, who also confirmed him as Secretary of State, a position he had held since April 28. In 1989, at age 75, Cardinal Casaroli tendered his resignation, as the Code of Canon Law requires. However, the Pope decided to retain his services.



Canada – Holy See Bilateral Relations

Relations between Canada and the Holy See are most cordial. The Pope has visited our country several times as Cardinal and as Pope. The separation between church and state in Canada, religious freedom and the fact that half of Canada's population is Roman Catholic have led the Holy See to focus primarily on the religious aspect of the relations.

Canadian bishops maintain excellent relations with the Pope both individually and collectively, marked every five years by *ad limina* visits or special meetings. The Canadian Conference of Catholic Bishops actively defends the doctrine and policies of the Holy See, especially regarding the promotion of social justice and fundamental rights; respect for minorities; the improvement of health, education and cultural programs; and environmental protection.

The Holy See gives priority to its religious role but, to preserve its status as a sovereign state, maintains limited political ties with as many countries as it can. Although our diplomatic relations extend only 20 years, they are solid and productive. They cover all areas in which a common desire exists to create an international order where justice, peace and dialogue prevail.

Pope John Paul II's moral authority is helpful in promoting our mutual ideals within the framework of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), the United Nations (UN), the Organization of American States (OAS) and other international organizations, or in local or regional conflicts. The Holy See's diplomatic corps and the Curia, which is becoming more international, are useful sources of information and contacts.

Cultural relations between Canada and the Holy See are long-standing and productive, especially in the field of education. Scholars have gone to Rome for centuries to complete their training in theology, philosophy and other disciplines of the pontifical universities.

Historical research is fostered by the various archives and museums of the Holy See. As for science, Canadians come every year to study at the Specola Vaticana, an observatory dating back to 1579. Two Nobel-prize winning Canadians, Gerhard Herzberg and John Polanyi, are members of the Pontifical Academy of Sciences, founded in 1603. The Academy promotes scientific research in an atmosphere of freedom but with respect for moral standards.

As well, artistic cooperation has enabled many Canadians to study architecture, painting, music and other disciplines in Rome.

A bilateral event of major importance will occur in Rome on December 9, 1990: the canonization of Mother Marguerite d'Youville, founder of the Sisters of Charity of Montreal (the "Grey Nuns"). Mother d'Youville will be the first person born in Canada to be canonized by the Roman Catholic Church.

This event will arouse considerable interest in Canada. The Pope will preside at the ceremony, to be held at Saint Peter's basilica in the presence of some 1,500 Canadian pilgrims. The Sisters of Charity in Canada (Quebec, Ontario, Alberta and New Brunswick) and in the United States have planned this celebration carefully.

Holy See – Overview and Main Functions

With an area of 0.44 km², the Holy See is the world's smallest state. The headquarters of Roman Catholicism, it is the religious reference point for about 900 million adherents worldwide. Its status as a sovereign city state, which stems from the Lateran Accords of 1929, is considered essential to its independence and freedom of action.

The Vatican's influence has been augmented by the personal magnetism of Pope John Paul II, who was elected in 1978. Because of secularization, the influence of the Church has been declining in Western industrialized countries. In Central and Eastern Europe, however, especially in countries with a strong Roman Catholic tradition, the Church has shown a new vigour. In Africa, Korea and Indonesia, the Church is also growing fast, though its dominance in Latin America is being contested by new fundamentalist sects.

The uniqueness of the Holy See arises from the essentially spiritual nature of its activities and policies, though positions taken by bishops may have a political dimension. The Church also endorses the protection of certain liberties and supports the action of governments defending the underprivileged. Thus the Church can be seen as an opponent by repressive governments.

The Pope seeks to avoid polemics, preferring to approach problems in the light of Roman Catholic doctrine: support for minorities, freedom of worship and respect for the individual. The message of the Church is reinforced in nearly all major international and regional organizations in which the Holy See is either a member or an active observer.

The Holy See

The main function of the Holy See is to administer the Church in countries around the world. All of the Vatican's resources are mobilized for this purpose.

The Pope

The Pope is the Supreme Head of the Holy See. He has executive, legislative and judicial authority to make all final decisions.

The Curia

The Pope exercises his power with the aid of the Roman Curia which comprises more than 30 departments of equal rank, each headed (in accordance with the constitution or *Pastor Bonus* of March 1, 1989) by a cardinal or archbishop. The Curia considers matters as diverse as immigration, culture, family questions, foreign affairs, labour, justice, faith and morals, and the nomination of bishops. Vatican City is its headquarters, which is governed by the *governatorato* or pontifical commission for the city state.

Secretariat of State

The Secretariat of State occupies the pre-eminent position of government as the instrument by which the Pope's decisions are transmitted. The Secretary of State, a cardinal, is the de facto prime minister.

The Secretariat of State is divided into two sections: General Affairs or Secretariat and a type of foreign ministry entitled Relations with States. The latter has roughly 35 officers covering every country with which the Holy See has diplomatic relations (a total of 123). The Holy See is represented abroad by nuncios or pro-nuncios. Where it has no formal diplomatic relations, the Holy See is represented by apostolic delegates.

Council of Cardinals

The Council of Cardinals for the Study of Organizational and Economic Questions of the Holy See is chaired by the Secretary of State and composed of 15 cardinals selected on an individual basis by the national churches. The Council of Cardinals supervises the administration of the Holy See and enables the national clergies to maintain a balance between Rome and the episcopates.

Sacred College

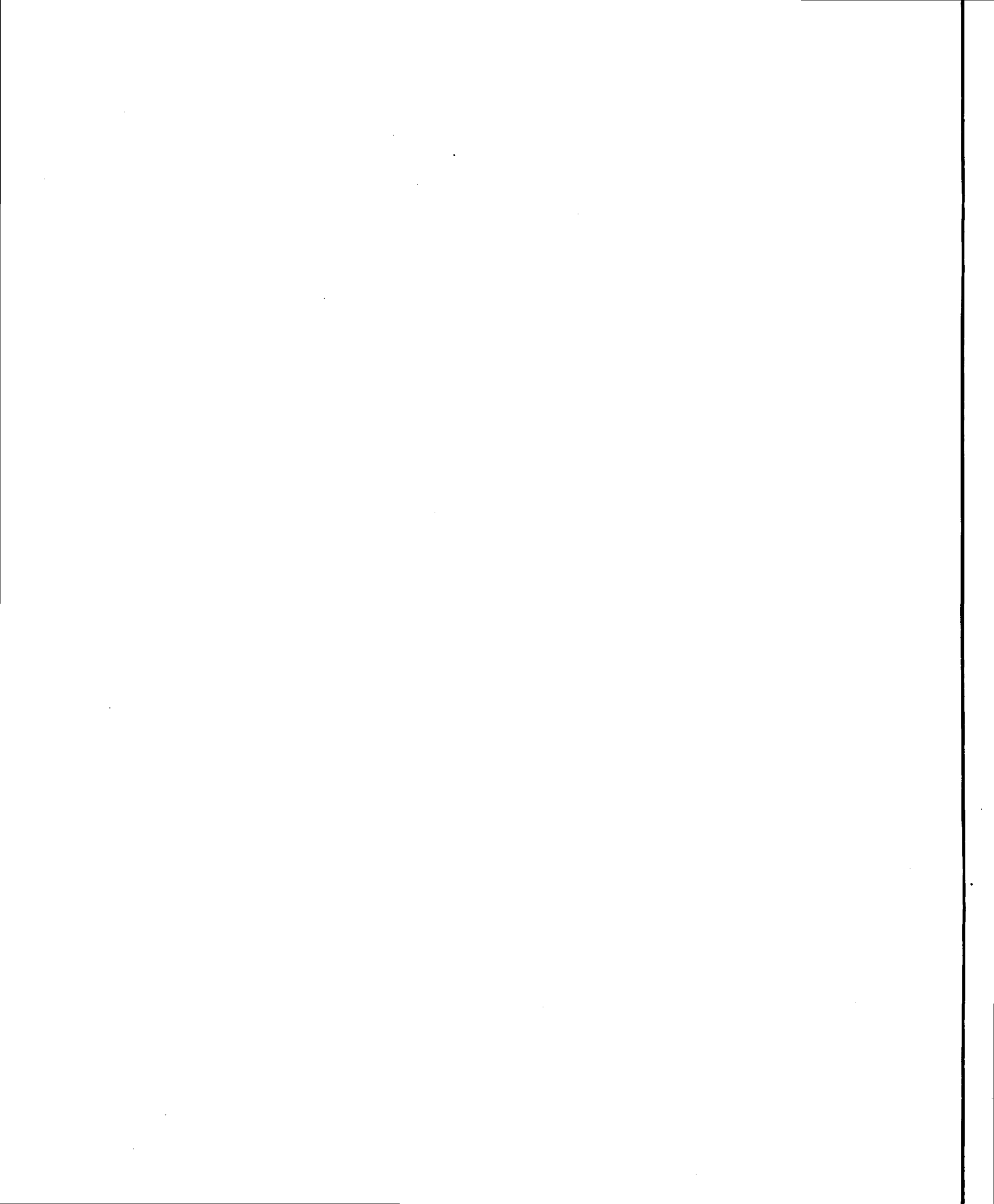
The Pope is assisted in his mission by the Sacred College, made up of all the cardinals and the synod of all the bishops. The cardinals assemble in the Conclave to elect a new pope, in the Consistory for major events (the appointment of new cardinals or the selection of saints), or in the Curia. The bishops meet at the synods to determine particular doctrinal points. At the councils, all the bishops and cardinals meet with the Pope to discuss the basic orientation of the Church, though all final decision-making power rests with the Pope.

To this structure must be added, since Vatican II (1962-65), the National Episcopal Conferences which, in some cases, have a great deal of independence.

Holy See – Fact Sheet

Location:	Vatican City and territories enjoying extra-territorial rights conferred by the constitution of Italy
Vatican City State:	Within Vatican City: Saint Peter's basilica and square; Vatican Palace, the Pope's official residence; and museums Beyond Vatican City: the Pope's summer residence at Castel Gandolfo; the pontifical sanctuaries of Pompeii, Loreto and Bari; and several churches in and near Rome
Area:	0.44 km ²
Population:	About 300 religious personnel in the Curia (papal court), 2,400 employees and a few citizens by birth
Languages:	Latin (official); French (diplomatic)
Type of government:	Independent city state and monarchy ruled by the Pope, whose constitution is administered by the Curia
Head of state:	Pope John Paul II, Supreme Pontiff (since 1978)
Head of government:	Agostino Cardinal Casaroli, Secretary of State (since 1979)
Substitute:	Archbishop Giovanni Battista Re (since 1987)
Minister of Foreign Affairs:	Archbishop Angelo Sodano, Secretary of the Council for Public Affairs, Second Section, Secretariat of State (since 1988)
Budget:	\$155 million, deficit of about \$90 million (1989); financed by donations from church members, investment income, visitors to museums, and souvenir sales
International organizations:	Member or observer of most regional or international organizations

Visit to Italy



President
Francesco Cossiga

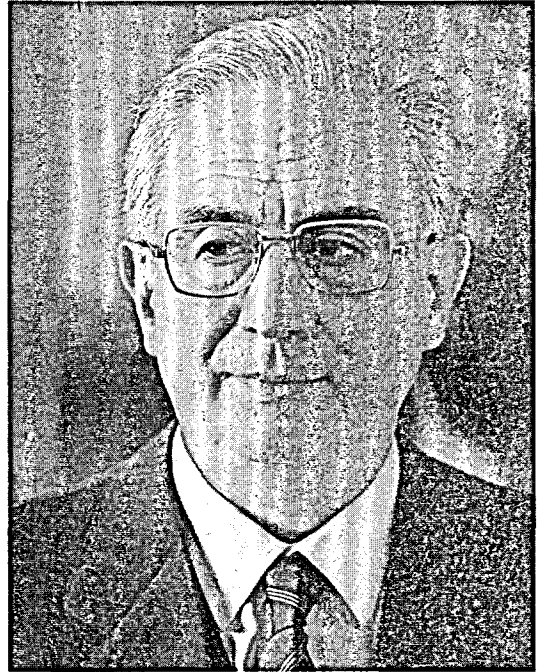
Francesco Cossiga was born in Sassari, Sardinia, on July 26, 1928. A Master of Laws, he taught from 1959 to 1974 at the University of Sassari.

A Christian Democrat, Mr. Cossiga was first elected to the Italian Parliament in 1958. He has been a member of the Finance and Treasury, Constitutional Affairs, and Defence and Foreign Affairs commissions. He was Under-Secretary of State with the Ministry of Defence from 1966 to 1969.

Mr. Cossiga was appointed Minister of Administrative Organization and Secretary of the Interministerial Coordinating Committee for Public Order in 1974.

Mr. Cossiga was Minister of the Interior from 1976 to 1978, Chairman of the Cabinet in 1979 and 1980, and Speaker of the Senate in 1983. He resigned from his party when elected President of the Republic of Italy in June 1985.

President Cossiga is married and has two children.



Prime Minister
Giulio Andreotti

Giulio Andreotti was born in January 1919 in Rome. He is a lawyer, writer and journalist and has been Prime Minister of Italy on five previous occasions.

Mr. Andreotti was one of the founders and editors of the Italian daily newspaper *Il Popolo*. He helped found the Christian Democratic Party and is a member of its executive. He was elected to the National Council of the Christian Democratic Party in 1946, and has been elected to the Chamber of Deputies for the constituency of Rome-Lazio in every election since 1948.

From 1948 to 1954, Mr. Andreotti served as Under-Secretary of State to the Prime Minister. He has been appointed minister of most major portfolios in the Italian government, including Foreign Affairs, Finance, Industry, Defence, the Interior, and the Treasury.

In 1983 he was appointed Minister of Foreign Affairs by Prime Minister Craxi and he was returned to that position by Prime Minister de Mita in 1988. In July 1989, Mr. Andreotti was appointed President of the Council (Prime Minister).

Mr. Andreotti is married and has four children.



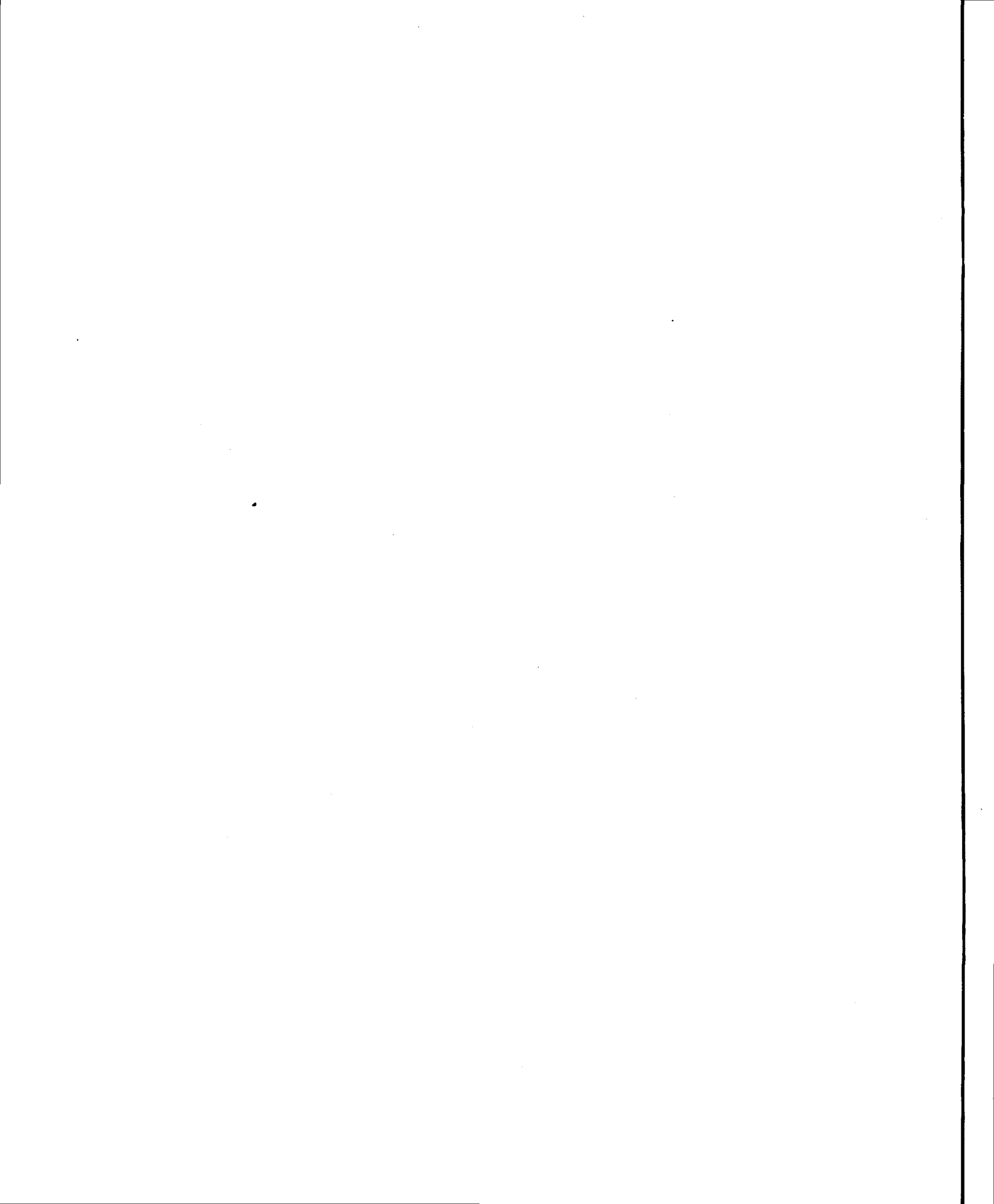
**Minister of Foreign Affairs
Gianni de Michelis**

Gianni de Michelis was born in Venice on November 26, 1940. He was president of the Italian Student Union from 1962 to 1964, and a Chemistry professor at the universities of Venice and Padua. He entered municipal politics in Venice in 1964.

Mr. de Michelis has been a member of the national administration of the Italian Socialist Party since 1969.

Mr. de Michelis served as federal Minister for State Participation in Industry (1980-83), Minister of Labour and Social Security in the Craxi government (1983-87), and Deputy Prime Minister in the de Mita government (1988-89). He was appointed Foreign Minister by Prime Minister Andreotti in July 1989.





Canada – Italy Bilateral Relations

Interchange between Canada and Italy is sustained, mutually beneficial, and highly diversified. The two nations hold common interests through their memberships in the Group of Seven (G-7), the North Atlantic Treaty Organization (NATO), the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), and the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD).

Italy shares with Canada a firm commitment to strengthening transatlantic ties, fostering East-West détente, and achieving progress on arms control and disarmament.

Canada and Italy also have strong cultural, trade and industrial ties that are enhanced by the fact that Canada is home to more than one million people of Italian origin. Visits to Italy by senior federal and provincial officials are increasing, along with trade missions and parliamentary exchanges. The Canadian government has also reinforced institutional ties and technical cooperation.

Working group meetings have been held in the context of the 1988 Economic and Industrial Cooperation Agreement. John Crosbie, Canada's Minister of International Trade, held the first meeting in January 1989. Renato Ruggiero, Italy's Minister of Foreign Trade, hosted the most recent in September 1990.

Italy holds the presidency of the European Community from July to December 1990 and this provides many opportunities for interchange among ministers and heads of government. Prime Minister Mulroney's official visit to Italy in November 1990 is an opportunity to enhance Canada's relations, not only with Italy, but with the European Community (EC).

Italy holds high priority in Canada's program of international cultural relations. The 1984 Canada-Italy Cultural Agreement established a joint commission to stimulate cultural interchange. A third session of the commission will be held in Rome in 1991.

Canada-Italy academic relations are strong and exchanges numerous. The Canadian Studies Program encourages Italian universities to undertake research, teaching, and publications on Canada. English-Canadian literature receives the most attention, followed closely by French-Canadian and Quebec studies and by history.

The importance of this program in Italy is illustrated by the growing number of studies being carried out by universities, government departments and the national research centre.

Canada – Italy Trade and Investment

Trade between Canada and Italy surpassed \$3 billion in 1989. This raised Italy to 10th position as a market for Canadian goods, while it continued to be Canada's eighth most important supplier.

The 1989 trade balance favours Italy. With \$2 billion in sales to Canada, Italy enjoyed a surplus of more than \$900 million. Canadian imports consisted mainly of clothing and footwear, textiles, food products, furniture, automobile parts and machine tools. A high demand by Canadians for consumer goods and a favourable exchange rate are largely responsible for the success of Italian products on the Canadian market.

Canada's sales to Italy doubled over five years to \$1.1 billion in 1989. Italian imports consisted mainly of agricultural products and industrial raw materials, particularly wood pulp, metals, and ores. But Canada is increasing its sales of finished products such as aircraft, aircraft parts and engines, and electronic equipment and components.

Italy continues to provide an excellent market for Canadian industry, especially in all areas of advanced technology.

A number of Canadian companies are established in Italy. They operate in textiles and clothing, farm machinery, oil exploration, mining and agri-food. Two Canadian banks are also represented.

Major Canadian companies with operations in Italy include Alcan, Bata, Seagram, Cominco, the Royal Bank of Canada, the Canadian Imperial Bank of Commerce, Canadian International Airlines, Canadian Forest Industries, Northern Telecom, Hiram Walker, Massey Ferguson, Moore, Mitel, and Labatt (which recently acquired 70% of Moretti and through the latter 100% of Prinz Brau).

Italian investment should be favoured by the liberalization of capital flows and the elimination of exchange control in Italy.

Italian companies with an important presence in Canada include: Banca Commerciale Italiana (banking), Banca Nazionale del Lavoro (banking), Alitalia (airlines), E.N.I. (petroleum), Benetton (clothing), Carraro (agricultural machinery), Ferrero (confectionery), Gruppo Finanziario Tessile (fashion), Maccaferri (steel), Montedison (chemicals), Olivetti (office equipment), Pirelli Cables (cables), Riello (heaters) and Tonolli (steel).

To strengthen and diversify cooperation between Canada and Italy, and to develop trade and investment in particular, the two governments concluded an Economic and Industrial Cooperation Agreement in 1988.

The agreement has led to numerous meetings between industrialists from both countries and to a visit to Canada in October 1989 by a delegation from the CONFINDUSTRIA (the federation of Italian industrial associations). A number of priorities were singled out, including processing of food products, machine tools, advanced manufacturing technologies, and urban transportation.

Italy – Political Situation

The current government of Prime Minister Giulio Andreotti, his sixth since 1972, has been in power since July 1989. This is a five-party coalition with two main partners, Christian Democrats and Socialists; and three minor partners, Republicans, Liberals and Social Democrats.

The main opposition, the Communist Party, is changing its name to Democratic Party of the Left and will attempt to unite Italy's leftist forces. In regional elections held in May 1990, Communist support declined to 25% from 30.2% in 1985. These same elections saw the "leagues," regional parties calling for extensive reform of the political system, emerge as a major force in Northern Italy, obtaining up to 20% of the vote in some places.

National elections are tentatively scheduled for June 1992. Parliament will choose a President of the Republic the same year.

In the past year, the Andreotti government has passed legislation to combat drug trafficking and use, and to regulate broadcasting.

Italy – Economic Situation

Most observers recognize that the coming of the Single European Market of 1992 presents a significant challenge to Italy, particularly in light of its high level of public debt and budget deficit, the disparities between the country's northern and southern regions, and its dependence on imported energy.

Italy is nonetheless one of the industrialized world's most dynamic economies. In recent years it has enjoyed a growth rate higher than that of most OECD countries, largely because of sustained foreign demand for Italian products and industry's creativity, technological know-how, and adaptability.

The country's powerful private industrial groups (Fiat, Montedison, Olivetti and Pirelli) have ventured successfully into European and international trade. In this sense, they are central to the dynamism of the Italian economy. As well, the state-owned corporations, which account for more than one-third of Italian production, have adopted measures, in some cases privatization, to more adequately respond to market forces.

Government policies encouraging structural adjustment and stimulating competitiveness have helped Italian industry. The decision to bring the lira into the European monetary system several months before the July 1, 1990, deadline, and the liberalization of movements of capital announced in May 1990, show determination to progress toward European economic and monetary union.

The government has also attacked the budget deficit with expenditure-cutting, revenue-increasing measures aimed at limiting the deficit to 9.4% of the gross national product in 1991, compared with 10.7% in 1990.

The Italian government anticipates growth of 2.7% in 1991 compared with 2.9% in 1990. However, most observers feel that, in view of international events and increased oil prices, a 2% growth rate is more likely. Inflation should be about 6% in 1991, and unemployment, 11%.

Italy – Foreign Policy

Italy's membership in NATO, the Group of Seven (G-7), and the European Community (EC), as well as its geographic proximity to the Middle East and North Africa, have been major determinants of Italian foreign policy.

A staunch supporter of NATO, Italy was one of the first allies to deploy cruise missiles on its territory – in Sicily in 1984.

Italy's coalition government is continuing the tradition of Ostpolitik (policy for the East). Soviet President Gorbachev made his first state visit to Italy in December 1989 and Mr. Andreotti has recently visited Moscow.

Italy has pledged large sums to assist emerging democracies in Poland and Hungary; and it plans to be a full participant in the European Bank for Reconstruction Development (EBRD).

Italy is also part of the recent "Pentagonale" initiative for stimulating greater economic cooperation between Yugoslavia, Hungary, Austria and Czechoslovakia.

Italy strongly supports greater political and economic integration of the European Community and the move toward a single market by 1992. Italy played an active part in having Spain and Portugal admitted to the Common Market in 1986.

Occupying the presidency of the European Community from July through December 1990, Italy has further opportunity to press ahead with economic, monetary and political union, and with necessary institutional reforms – notably in the context of conferences planned for December.

Italy's special relations with the Middle East and the Arab world reflects its Mediterranean orientation, history and economic realities. Ethiopia, Somalia and Libya were all former Italian colonies.

More than 90% of the country's oil comes from the Middle East. Italy also has major commercial contracts with the Middle East, especially in the areas of construction, equipment and high technology.

Italy favours an international peace conference under the auspices of the United Nations to resolve the Arab-Israeli dispute. In the current Persian Gulf crisis, Italy has joined the international blockade by sending two frigates and a supply ship, as well as Tornado aircraft.

Italy – Fact Sheet

(1989 figures unless otherwise specified)

Capital:	Rome
Total area:	301,255 km ²
Population:	57.6 million
Language:	Italian
Type of government:	Republic, parliamentary democracy
Head of state:	President Francesco Cossiga (since 1985)
Head of government:	Prime Minister Giulio Andreotti (since 1989)
Minister of Foreign Affairs:	Gianni de Michelis (since 1989)
Minister of Foreign Trade:	Renato Ruggiero (since 1987)
GDP:	\$1,079 billion
GDP per capita:	\$18,800
Growth rate:	3.2%
Unemployment rate:	12%
Inflation rate:	6.6%
Exchange rate:	\$1 = £1,018
Total imports:	\$191 billion
Imports from Canada:	\$1.1 billion
Total exports:	\$176 billion
Exports to Canada:	\$2 billion
Total national debt:	\$929 billion (1988)
Percent of GDP:	101.7 (1988)

Canada – European Community Political Relations

Canada has long devoted particular attention to its relations with the European Community (EC) and its 12 member states. The EC is Canada's third largest trading partner.

In 1976, Canada and the European Community signed a framework agreement to promote, diversify and develop commercial and economic exchanges. The two parties meet twice a year to promote and review economic activities.

In 1988, Canada and the European Community undertook to consult each other on foreign policy questions within the framework of the European political cooperation process. These semi-annual consultations involve the Secretary of State for External Affairs, and the Secretary's counterpart in the country which holds the EC presidency. (The presidency passes to a different member nation every six months.) Canada and the Community also carry out semi-annual consultations at the senior official level.

More recent events have helped emphasize the European Community's importance to Canada. The adoption of the Single European Act in 1985 re-invigorated the process of European integration. It helped turn the EC into a beacon for the emerging democracies of Eastern and Central Europe. A strong and increasingly united Europe has been a major factor in speeding German unification.

The intergovernmental conferences to consider economic and monetary union and political union will mark a further phase in the process of bringing Europe together. Canada is working to ensure its ties to the European Community keep pace.

Since the beginning of 1990, political relations between Canada and the EC increased appreciably. During the first six months, when Ireland held the EC presidency, Canada reinforced the existing consultation process and presented proposals for additional steps.

These initiatives were received positively by the EC in the final document of the Dublin Summit. The president of the European Community Foreign Affairs Council, Irish Foreign Affairs minister Gerard Collins, came to Ottawa in February 1990 for consultations with Secretary of State for External Affairs Joe Clark, who returned the visit in May.

Canada and the European Community are drafting a declaration on Canada-EC relations for the 1990s. This declaration, and a similar EC declaration with the United States, will commit all parties to face together the challenges of the future. Mechanisms for political consultation will also be reinforced to permit Canada to increase its links with the rapidly evolving European Community.

European Community – Fact Sheet

Member states:	Belgium, Denmark, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, Netherlands, Portugal, Spain, United Kingdom
Seat:	Brussels
Land area:	2,361,680 km ²
Population:	341 million
GDP:	\$5,878 billion (1989 est.)
Growth rate:	3.5% (1989), 2.7% (1990 est.)
Unemployment rate:	10.5% (1989), 9.4% (1990 est.)
Inflation rate:	5.4% (1989), 4.7% (1990 est.)
Exchange rate:	ECU 1.00 = C\$1.54
EC world imports:	\$640 billion (1989 est.)
Canadian imports from the EC:	\$14.9 billion (1989)
EC world exports:	\$610 billion (1989 est.)
Canadian exports to the EC:	\$11.3 billion (1989) Wood pulp (15% of total exports), softwood lumber (7%), computers and components (5%), iron ores and concentrates (4%), fish and seafood (3%), newsprint (3%), nickel (2%), aircraft and parts (2%)
Tourists to Canada from EC:	1.5 million (1989 est.)
Tourism revenue from EC:	\$1.65 billion (1989 est.)

Note: These unofficial estimated figures take into account the October 3, 1990 unification of East and West Germany.

Notes